



COMPTES NATIONAUX 2018
(Base 2016)
COMPTES SEMI-DEFINITIFS

Décembre 2020

COMPTES NATIONAUX 2018
(BASE 2016)
COMPTES SEMI-DEFINITIFS

INDICATEURS DE PERFORMANCE GLOBALE DE L'ECONOMIE

Rubrique	Libellé	2016	2017	2018
Principaux Agrégats (En Milliards de FCFA, valeur courante)				
	Produit intérieur brut (PIB)	3 597,8	3 708,9	3 904,4
	Exportations de biens et services	961,7	938,4	949,9
	Importations de biens et services	1 428,8	1 220,5	1 298,0
	Formation brute de capital fixe (FBCF)	804,0	629,4	695,6
	Consommation finale totale (CF)	3 339,7	3 366,5	3 505,2
	Épargne brute	519,2	600,4	648,8
Agrégat par tête (En milliers de FCFA)				
	PIB/tête	519,9	510,5	524,4
	CF des ménages/tête	394,0	384,1	394,0
	RDB des ménages/tête	467,2	458,9	456,3
Taux de croissance (%)				
	Taux de croissance réel du PIB		4,01	4,80
	Taux de croissance réel de la CF des ménages		3,60	3,80
	Taux de croissance réel de la FBCF		-20,70	9,10
	Taux de croissance réel des Exportations		-0,50	0,60
	Taux de croissance réel des Importations		-12,50	5,40
Indicateurs de structure et autres taux (%)				
	Part de l'informel dans la VAB hors ménage pour compte propre	52,0	52,2	51,6
	Taux d'investissement [(FBCF+VS) / PIB]	20,2	16,8	19,1
	Taux d'épargne [Épargne brute/PIB]	14,4	16,2	16,6
	Taux effectif de prélèvement fiscal [Total des impôts et taxes / PIB]	12,8	12,3	12,7
Prix				
	Déflateur du PIB		99,1	100,5
	Taux d'inflation (IHPC en %)		99,0	100,6
Echange avec l'extérieur				
	Solde balance des biens et services/PIB (%)	-13,0	-7,6	-8,9
	Taux de pénétration (%) [Importations/Total Ressource]	28,4	24,8	24,9
	Propension moyenne à exporter [Exportations/PIB]	0,267	0,253	0,243
	Propension moyenne à importer [Importations/PIB]	0,397	0,329	0,332
	Taux de dépendance de l'économie vis-à-vis de l'extérieur (%)	66,4	58,2	57,6
	Taux de couverture du commerce extérieur (%)	67,3	76,9	73,2
	Termes de l'échange (%)	100,0	100,0	99,7
	Capacité/besoin de financement du reste du monde/PIB (%)	1,2	-3,2	-2,0
	Exportations des biens manufacturés/Total exportations (%)	47,8	44,0	40,2
Indicateurs de comportement et de participation des sociétés non financières (%)				
	Part salariale	39,8	38,7	36,0
	Taux de marge	56,1	60,8	63,5
	Part de l'épargne des entreprises dans l'épargne totale	-24,9	-21,3	-21,2
	Taux d'investissement	11,6	27,5	35,8
Indicateurs de comportement et de participation des ménages				
	Propension moyenne à consommer	0,8	0,837	0,863
	Part de l'investissement financé par l'épargne (%)	47,1	35,6	45,3
	Part de la CF dans le PIB (%)	75,8	75,2	75,1
	Investissement des ménages dans l'investissement total (%)	32,9	31,0	28,1
Population				
	Population totale (en millions)	7,092	7,265	7,440
	Population active occupée (en millions)	2,867	2,899	3,172
	Taux de croissance démographique moyen (%)	2,4	2,4	2,4

Rubrique	Libellé	2016	2017	2018
Ratios (%)				
	Consommation finale des ménages/PIB	75,8	75,2	75,1
	Consommation finale publique/PIB	15,5	14,0	13,2
	Consommation finale totale/PIB	92,8	90,8	89,8
	FBCF des APU/PIB	8,6	5,0	5,1
	FBCF des autres secteurs/PIB	13,8	12,0	12,7
	FBCF totale/PIB	22,3	17,0	17,8
	Exportations/PIB	26,7	25,3	24,3
	Importations/PIB	39,7	32,9	33,2

EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX

Koame KOUASSI,

Directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED),
Président du Comité technique de gestion (CTG)

Tchiou ANIMAOU,

Secrétaire général de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED),
Membre du CTG

Kodzo Dodzi HEVI,

Directeur de la comptabilité nationale et des études économiques (DCNEE),
Secrétaire technique du CTG

Amey OTCHAKPA,

Chef division des comptes nationaux et de la prévision
Membre de la Cellule technique opérationnelle (CTO)

Koffi Mepanou ADOLI,

Chef division statistique et analyse conjoncturelle
Membre de la Cellule technique opérationnelle

Nouroudine ABDOULAYE,

Directeur régional KARA
Membre de la Cellule technique opérationnelle

Wiyao DJENGLE,

Responsable du compte des sociétés financières

Abravi DUYIBOE,

Compte des administrations publiques,
Responsable du volet sécurité sociale

P'lanam Germain FAROUH,

Compte des administrations publiques,
Responsable des administrations publiques centrales

Dadja Tassondi TAZOU,

Responsable du compte des sociétés non financières

Kodjovi Djigbodi NATOR,

Responsable du secteur primaire

Komlan Dodji ASSOGBAVI,

Comptable national

Sinam Hippolyte TOKI,

Comptable national

Bata Malouwa BAKE,

Comptable national

TABLE DES MATIERES

INDICATEURS DE PERFORMANCE GLOBALE DE L'ECONOMIE.....	I
EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX.....	III
TABLE DES MATIERES	IV
LISTE DES TABLEAUX.....	VI
LISTE DES GRAPHIQUES ET ENCADRES.....	VI
SIGLES ET ACRONYMES.....	VII
AVANT-PROPOS.....	1
RESUME.....	2
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	3
2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2018	5
2.1. FORMATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT SUIVANT LES TROIS OPTIQUES	5
2.2. ANALYSE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DU POINT DE VUE DE L'OFFRE.....	8
2.2.1. Secteur primaire	9
2.2.2. Secteur secondaire.....	11
2.2.3. Secteur tertiaire.....	13
2.2.4. Part de l'informel dans le PIB	15
2.2.5. Emploi dans l'économie	16
2.3. EVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB.....	18
2.3.1. Consommation finale.....	18
2.3.2. Formation brute de capital fixe (FBCF).....	19
2.3.3. Variations des stocks.....	20
2.3.4. Echanges extérieurs de biens et services.....	20
2.4. ANALYSE DES SECTEURS INSTITUTIONNELS EN 2018.....	23
2.4.1. Valeur ajoutée brute par secteur institutionnel en 2018.....	23
2.4.2. Ventilation de la VAB dans les secteurs institutionnels.....	24
2.4.3. Ménages	25
2.4.4. Situation des sociétés non financières (SNF).....	27
2.4.5. Situation des sociétés financières.....	27
2.4.6. Administrations publiques (APU) et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).....	28
2.5. COMPTE DU RESTE DU MONDE.....	30
BIBLIOGRAPHIE.....	34
ANNEXES	35
ANNEXE 1: VENTILATION DE LA VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHE D'ACTIVITES A PRIX COURANTS.....	35
ANNEXE 2: VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITES DE 2016 A 2018 EN VOLUME.....	36
ANNEXE 3: MATRICE EMPLOI.....	37
ANNEXE 4: TABLEAU DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DE L'ECONOMIE DE 2016 A 2018.....	40
Annexe 4. 1: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2018 en valeur	40

<i>Annexe 4. 2: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2018 en volume</i>	41
<i>Annexe 4. 3: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2017 courant</i>	42
ANNEXE 5: TABLEAU DES COMPTES ÉCONOMIQUES INTEGRES (TCEI) DE 2016 A 2018.....	43
<i>Annexe 5.1 : Comptes du reste du monde de 2016 à 2018</i>	43
<i>Annexe 5.2 : Comptes des Administrations publiques et de Sécurité sociale de 2016 à 2018</i>	43
<i>Annexe 5. 3 : Comptes des Ménages et des Entrepreneurs Individuels (EI) de 2016 à 2018</i>	45
<i>Annexe 5.4 : Comptes des Institutions Financières (IF) de 2016 à 2018</i>	46
<i>Annexe 5. 5 : Comptes des Sociétés Non Financières de 2016 à 2018</i>	47
<i>Annexe 5.6 : Comptes des Institutions Sans But Lucratif au service des ménages (ISBL-SM) de 2016 à 2018</i>	48

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et en volume	6
Tableau 2: Evolution des principales productions agricoles en valeur courante.....	10
Tableau 3: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche à prix courant	11
Tableau 4: Evolution des ressources et des emplois du PIB en volume	18
Tableau 5: Formation brute de capital fixe par produit en volume.....	19
Tableau 6: Evolution de la FBCF entre 2017 et 2018 en valeur par secteur institutionnel	20
Tableau 7: Evolution en valeur des biens et services exportés de 2016 à 2018	21
Tableau 8: Evolution en valeur des biens et services importés en 2017 et 2018	22
Tableau 9: Evolution en valeur de la consommation finale des ménages selon la nature des dépenses	26
Tableau 10: Quelques indicateurs sur les SNF	27
Tableau 11: Quelques indicateurs sur les SF	27
Tableau 12 : Quelques indicateurs sur les APU.....	28
Tableau 13: Compte du Reste du monde de 2016 à 2018	30

LISTE DES GRAPHIQUES ET ENCADRES

Graphique 1: Part (%) des différents secteurs dans le PIB en 2017 et 2018 en volume	8
Graphique 2: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activités entre 2017 et 2018	9
Graphique 3: Répartition (%) sectorielle des activités informelles en 2016 à 2018	16
Graphique 4: Répartition (%) de l'emploi formel et informel dans les secteurs d'activité de 2016 à 2018	17
Graphique 5: Part (en%) de chaque secteur institutionnel dans la VAB en 2017 et 2018.....	23
Graphique 6: Ventilation (en %) de la VAB dans les SF, ISBLSM et APU	24
Graphique 7: Ventilation (en %) de la VAB dans les SNF et les Ménage.....	25
Encadré 1 : Concepts de prix constant, volume et réel.....	7
Encadré 2 : Principes et problèmes du chaînage	31

SIGLES ET ACRONYMES

ABPP	: Appui budgétaire aux politiques publiques
AFRISTAT	: Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
AFRITAC de l'Ouest	: Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest
APU	: Administrations publiques
BIE	: Budget d'investissement et d'équipement
BTP	: Bâtiments et travaux publics
CAF	: Coût, assurance et fret
CB	: Compte de branche
CCF	: Consommation de capital fixe
CPC	: Classification centrale des produits
CF	: Consommation finale
CITI (Rev 3)	: Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (troisième révision)
CITI (Rev 4)	: Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité Economique (quatrième révision)
CNA	: Comptes nationaux annuels
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
DCNEE	: Direction de la comptabilité nationale et des études économiques
DCNP	: Division des comptes nationaux et de la prévision
DEC 2080	: Document des établissements de crédit
DSF	: Déclarations statistiques et fiscales
EB	: Épargne brute
EBE	: Excédent brut d'exploitation
EPN	: Etablissements publics nationaux
ERE	: Équilibre des ressources et des emplois
ERETES	: Équilibre ressources emplois - Tableau entrée sortie
FAB	: Franco à bord
FBC	: Formation brute de capital
FBCF	: Formation brute de capital fixe
FCFA	: Franc de la communauté financière africaine
FMI	: Fonds monétaire international
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
INSEED	: Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
ISBL	: Institution sans but lucratif
ISBLSM	: Institution sans but lucratif au service des ménages
NAEMA	: Nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT

NOPEMA	: Nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT
ONG	: Organisation non gouvernementale
PIB	: Produit intérieur brut
PNIASA	: Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
PTF	Partenaires techniques et financiers
QUIBB	: Questionnaire unifié des indicateurs de base de bien-être
RDB	: Revenu disponible brut
RDM	: Reste du monde
RGPH	: Recensement général de la population et de l'habitat
RSa	: Rémunération des salariés
SCN	: Système de comptabilité nationale
SCN 1993	: Système de comptabilité nationale de 1993
SCN 2008	: Système de comptabilité nationale de 2008
SF	: Société financière
SIFIM	: Services d'intermédiation financière indirectement mesurés
SNF	: Société non financière
TCEI	: Tableau des comptes économiques intégrés
TRE	: Tableau des ressources et des emplois
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UE	: Union européenne
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
VAB	: Valeur ajoutée brute
VS	: Variations des stocks

AVANT-PROPOS

L'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) a le plaisir de publier le document d'analyse de l'activité économique pour l'année 2018. Cette nouvelle publication intitulée « **Comptes nationaux 2018 (Base 2016) comptes semi-définitifs** » entre dans le cadre de la production régulière des comptes nationaux au Togo après la migration au SCN 2008.

Ces comptes ont été élaborés conformément aux recommandations des Nations Unies contenues dans SCN 2008 et à l'aide de l'outil ERETES. Cette publication permet au Togo d'être à jour par rapport aux recommandations internationales en matière d'élaboration des comptes nationaux (CNA) annuels définitifs.

L'INSEED tient à adresser ses remerciements :

- ✓ au Gouvernement pour tous les moyens mis à sa disposition afin que le projet de migration puisse être mise en œuvre ;
- ✓ à la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) pour son appui financier à travers son Programme statistique régional (PSR 2015-2020) ; à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) pour son assistance technique et son rôle de facilitation ;
- ✓ à l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) pour son assistance technique ;
- ✓ au Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'ouest (AFRITAC de l'Ouest) pour son assistance technique ;
- ✓ à la Banque mondiale (BM) pour ses appuis financier et technique ;
- ✓ à la Banque africaine de développement (BAD) pour son appui technique ;
- ✓ à la commission de l'Union européenne (UE) pour son appui financier ;
- ✓ au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour son appui financier ;
- ✓ à tous les autres Partenaires techniques et financiers (PTF) ;
- ✓ aux membres du Comité technique de gestion (CTG) pour leur contribution ;
- ✓ aux différentes structures du Système statistique national (SSN) et aux autres fournisseurs de données statistiques (entreprises, ONG et associations, etc.) pour leur disponibilité ;
- ✓ à l'équipe des comptes nationaux pour le travail réalisé et à tout le personnel de l'INSEED pour leurs contributions diverses ;
- ✓ à toute personne associée de près ou de loin aux travaux.

Toutes remarques ou suggestions sur le contenu ou la forme du présent document seront les bienvenues. Les utilisateurs intéressés peuvent prendre contact avec l'INSEED pour toutes informations complémentaires.

Le Directeur Général

Koame KOUASSI

RESUME

En 2018, l'économie mondiale affiche un taux de croissance de 3,6% contre 3,7% en 2017 selon le rapport annuel de la BCEAO au titre de l'année 2018. Ce résultat enregistré résulte d'un environnement économique et financier caractérisé par une détérioration des relations commerciales entre les Etats-Unis d'Amérique et ses partenaires, un durcissement des conditions financières, une hausse des cours de pétrole ainsi qu'une persistance des menaces géopolitiques.

Dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), l'activité économique a connu une croissance de 6,6%. Cette croissance résulte de la consolidation de la demande intérieure dans certains pays industrialisés et à l'amélioration du climat social et des affaires. De plus, plusieurs pays de la zone ayant pour partenaire commercial le Nigéria ont vu leurs échanges redynamisés. La majorité de ces pays ont poursuivi les efforts d'investissement dans les infrastructures socioéconomiques.

L'activité économique nationale a été marquée par la mise en œuvre du plan national de développement (PND) 2018-2022, la poursuite du programme économique et financier conclu avec le FMI sur la période 2017-2019, ainsi que la mise en œuvre des réformes structurelles et des projets d'aménagement routier. Le Produit intérieur brut (PIB) en 2018 est de 3 904,4 milliards de FCFA contre 3 708,9 milliards de FCFA en 2017, en valeur nominale. En valeur réelle, le PIB s'élève à 3 921,4 milliards de FCFA, en progression de 4,8% par rapport à son niveau de 2017.

A l'instar des années précédentes, le secteur tertiaire occupe une place prépondérante dans la création de la richesse nationale : son poids dans le PIB réel est de 49,8% et sa contribution est de 2,0 points sur les 4,8% de croissance obtenue en 2018. Il est suivi du secteur secondaire (21,1%) et du secteur primaire (20,9%). Le secteur informel pour sa part, contribue à la formation de la VAB¹ à hauteur de 51,6% contre 52,2% en 2017. Dans l'optique de la demande, la dépense de consommation finale en volume s'élève à 3 528,7 milliards de FCFA en 2018 contre 3 401,1 milliards de FCFA en 2017, soit un accroissement de 3,8%. La dépense de consommation finale totale représente 90,0% du PIB réel en 2018 contre 90,9% en 2017 et sa contribution à la croissance du PIB réel est de 3,4 points. Cette hausse est due à la progression de la consommation finale des ménages de 3,6%. La FBCF est passée de 637,9 milliards de FCFA en 2017 à 696,2 milliards de FCFA en 2018 en volume, soit une progression de 9,13% et une contribution à la croissance du PIB réel de 1,6 point. Son poids dans le PIB réel passe de 17,1% en 2017 à 17,8% en 2018.

S'agissant des échanges extérieurs de biens et services, le solde en valeur courante passe de - 282,1 milliards de FCFA en 2017 à -348,0 milliards de FCFA en 2018, traduisant ainsi une aggravation du déficit du solde de la balance commerciale.

¹ VAB hors celle des ménages pour compte propre

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Maintien de la croissance de l'économie mondiale en 2018

L'économie mondiale a connu un taux de croissance de 3,6% en 2018², en légère régression par rapport à 2017 où ce taux était de 3,7%. Ce résultat enregistré provient d'un environnement économique et financier caractérisé par une détérioration des relations commerciales entre les Etats-Unis d'Amérique et ses partenaires, un durcissement des conditions financières, une hausse des cours de pétrole ainsi qu'une persistance des menaces géopolitiques.

Les grandes zones économiques mondiales ont contribué diversement à cette performance. Alors que les économies industrialisées avec un taux de croissance de 2,4% en 2018 comme en 2017, des économies émergentes où la croissance économique en 2018 s'est établie au même niveau que l'année précédente (4,7%), des économies d'Afrique subsaharienne ayant enregistré une croissance de 3,2% en 2018 contre 2,8% en 2017 et des économies de la zone UEMOA avec une évolution réelle qui est demeurée forte et stable (6,6%).

L'évolution de l'économie des pays industrialisés est marquée par une expansion des activités du secteur privé aux Etats-Unis qui ont opté pour une politique budgétaire expansionniste malgré la dégénérescence de ses relations avec ses partenaires commerciaux. Contrairement aux Etats-Unis, la croissance de la Zone euro a connu un ralentissement en passant de 2,4% en 2017 à 1,9% en 2018. Ce fléchissement de l'activité économique dans cette zone dépend de la faiblesse des exportations, de la hausse des prix de l'énergie affectant la demande des pays importateurs et les incertitudes politiques et sociales qu'ont connu certains pays de la zone notamment l'Allemagne et la France.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance enregistrée est la résultante de diverses évolutions des économies qui la constitue notamment celle de la Chine qui a légèrement baissé (6,9% en 2017 à 6,6% en 2018), de l'Inde qui est restée quasiment stable et se situe à 6,8% en 2018 et 6,7% l'année précédente. D'autres économies comme celle de la Russie a enregistré un taux de croissance qui s'est établi à 2,3% en 2018 après 1,5% en 2017. Ces performances inscrites par la Russie, l'Inde et la Chine sont tirées respectivement de l'augmentation des prix du pétrole, de la hausse de la demande intérieure et des rapports commerciaux entre la Chine et les Etats-Unis qui n'ont pas été favorables.

Les pays d'Afrique subsaharienne ont connu une progression (3,2%) de l'activité économique avec des disparités inter-zone en 2018. Cette accélération est due à la baisse de l'inflation et à l'assainissement budgétaire dans la plupart des pays. L'exemple du Nigéria et de l'Afrique du sud illustre cette disparité de la croissance dans cette zone. Le premier a atteint une croissance de 1,9% en 2018, après 0,8% en 2017 grâce aux raisons susmentionnées mais aussi à l'amélioration de la production pétrolière et au redressement de l'activité des autres secteurs.

² Rapport annuel de la BCEAO au titre de l'année 2018

Le second a enregistré une baisse du rythme de progression de son activité, avec un taux de croissance de 0,8%, après 1,4% en 2017.

Maintien de la croissance économique en 2018 au sein de l'UEMOA

Dans l'espace UEMOA, l'économie enregistre une croissance de 6,6% en 2018 après 6,7% en 2017. L'évolution de l'activité économique est restée forte en 2018 en raison de la consolidation de la demande intérieure dans certains pays industrialisés et à l'amélioration du climat social et des affaires. De plus, plusieurs pays de la zone ayant pour partenaire commercial le Nigéria ont vu leurs échanges redynamisés. La majorité de ces pays ont poursuivi les efforts d'investissement dans les infrastructures socioéconomiques. Cette évolution des activités économiques dans l'Union a bénéficié du secteur tertiaire avec un apport de 3,7 points, à travers notamment la bonne tenue des activités commerciales, portuaires, aéroportuaires et de transport ainsi que des services. En plus du secteur des services considérés comme le principal pilier, le secondaire a aussi contribué à cette expansion avec une contribution de 1,6 point. Considéré comme le troisième pilier après le tertiaire et le secondaire, le secteur primaire a également contribué à cette croissance à hauteur de 1,3 point. Ce niveau d'activité du secteur primaire est atteint grâce à une bonne pluviométrie, principale facteur de la hausse de la production agricole.

2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2018

2.1. Formation du produit intérieur brut suivant les trois optiques

En 2018, le produit intérieur brut (PIB) s'établit en valeur nominale à 3 904,4 milliards de FCFA contre 3 708,9 milliards de FCFA en 2017. Aux prix de l'année de base 2016, le PIB s'élève à 3 921,4 milliards de FCFA en 2018 contre 3 742,0 milliards de FCFA en 2017, soit une progression en termes réels de 4,8%.

Optique production

La valeur ajoutée brute (VAB) des branches passe de 3 384,9 milliards de FCFA en 2017 à 3 561,2 milliards de FCFA en 2018, soit une progression de 5,2% en 2018 à prix courant.

Les impôts nets de subventions sur les produits passent de 324,0 milliards de FCFA en 2017 à 343,1 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 5,9% en 2018.

Optique dépense

Du point de vue de la demande, les dépenses de consommation finale passent de 3 401,1 milliards de FCFA en 2017 à 3 528,7 milliards de FCFA en 2018 avec un poids de 90,9% dans le PIB réel en 2017 et 90,0% en 2018. Cette dépense de consommation finale connaît une progression en termes réels de 3,4% en 2018. La formation brute du capital (FBC) a connu une augmentation de 17,9% en valeur réelle et passe ainsi de 634,2 milliards de FCFA en 2017 à 747,7 milliards de FCFA en 2018. Les exportations et les importations ont connu des augmentations respectivement de 0,6% et 5,4%.

Optique revenu

L'excédent brut d'exploitation (EBE) a connu une évolution croissante passant de 2 454,9 milliards de FCFA en 2017 à 2 586,8 milliards de FCFA en 2018. Les rémunérations des salariés sont évaluées à 912,3 milliards de FCFA en 2017 et à 957,5 milliards de FCFA en 2018. Les impôts nets des subventions sur la production et les produits enregistrent une augmentation de 5,4% en 2018 et se chiffrent à 360,1 milliards de FCFA contre 341,6 milliards de FCFA en 2017.

Tableau 1: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et en volume**Prix courants**

Unité = 1 Million de FCFA

	2016	2017	2018
PIB (approche production)	3 597 808	3 708 901	3 904 353
Valeur ajoutée	3 296 310	3 384 879	3 561 213
+ Impôts sur les produits	306 472	330 098	356 472
- Subventions sur les produits	4 974	6 076	13 332
PIB (approche demande)	3 597 808	3 708 901	3 904 353
Dépense de consommation finale	3 339 658	3 366 519	3 505 236
+ Formation brute de capital	725 219	624 433	747 137
+ Exportations de biens et services	961 748	938 429	949 931
- Importations de biens et services	1 428 817	1 220 480	1 297 951
PIB (approche revenus)	3 597 808	3 708 901	3 904 353
Rémunération des salariés	910 194	912 301	957 469
+ Excédent brut d'exploitation (EBE)	2 341 166	2 454 953	2 586 838
+ Impôts nets de subvention sur la production et les produits	346 448	341 647	360 046

En volume

	2016	2017	2018
PIB (approche production)	3 597 808	3 742 005	3 921 441
Valeur ajoutée	3 296 310	3 429 263	3 597 234
+ Impôts sur les produits	306 472	317 736	336 047
- Subventions sur les produits	4 974	4 994	11 219
PIB (approche demande)	3 597 808	3 742 005	3 921 441
Dépense de consommation finale	3 339 658	3 401 116	3 528 681
+ Formation brute de capital	725 219	634 245	747 706
+ Exportations de biens et services	961 748	956 687	962 657
- Importations de biens et services	1 428 817	1 250 043	1 317 621

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

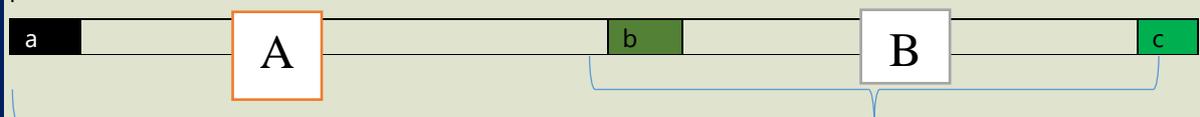
Encadré 1 : Concepts de prix constant, volume et réel

L'analyse des agrégats macroéconomiques se fait plus généralement en décomposant les évolutions des opérations sur biens et services en valeur en deux composantes :

- ❖ L'évolution imputable à la variation des quantités physiques (croissance réelle) et
- ❖ L'évolution due à la variation des prix (inflation).

Cette décomposition est faite afin de percevoir les évolutions des quantités physiques qui décrivent la progression de l'activité économique notamment la production des biens et services. Dans la pratique, comme il n'est pas aisé d'additionner des produits dont les caractéristiques physiques sont diverses, on procède à l'agrégation en multipliant les quantités et leurs prix.

On pourra passer des agrégats en valeur ainsi obtenu à ceux en volume en éliminant l'effet-prix, soit en utilisant les prix d'une année fixe, soit en utilisant les indices chaînés. Les situations liées au premier cas peuvent être illustrées comme suit.



Si on considère le schéma ci-dessus, il existe trois années A^b , A^r et A^c auxquelles sont associés un prix p^b , p^r et p^c . A^b est l'année de base et p^b est son prix ; A^r est l'année de référence et p^r , son prix ; A^c est l'année courante et p^c est le prix associé.

Premier cas : lorsque l'on valorise les quantités physiques de l'année courante A^c par les prix p^r , l'agrégat ainsi obtenu sera qualifié d'agrégat en volume ou d'agrégat à prix constants base A^r .

Deuxième cas : lorsque l'on valorise les quantités physiques de l'année courante A^c par les prix p^b de l'année de base, on parle d'agrégats en volume ou d'agrégats à prix constants base 100.

Les méthodes avec les indices chaînés interviennent pour corriger les biais de substitution qui peuvent survenir lorsqu'on s'éloigne de l'année de référence. En effet, au fil du temps, les prix relatifs des biens ou des services évoluent significativement par rapport à l'année de référence. C'est ainsi que pour comparer les volumes et les prix sur de longues périodes, les comptes nationaux sont tenus d'utiliser les indices chaînés (cf. Encadré sur les indices chaînés).

Les concepts d'« agrégat en volume », « agrégat réel » et « agrégat à prix constants » sont utilisés comme des synonymes en opposition respectivement des concepts d'« agrégat en valeur », « agrégat nominal » et « agrégat à prix courants ». Le premier de groupe désigne les agrégats corrigés de l'effet-prix et le second ceux avant la correction.

En définitive, il est indiqué de préciser l'année de référence pour le volume, qu'on utilise les termes de « volume » ou de « prix constants ». En revanche, en cas d'utilisation des indices chaînés pour la mesure des volumes, la structure de pondération n'est plus fixe mais composite et l'usage du terme d'« agrégat à prix constants » pour ce cas est jugé inapproprié et les termes d'utilisant le concept de volume sont recommandés. A titre d'exemple, le terme d'*agrégat en volume* à l'Insee renvoie au « *volume au prix de l'année précédente chaînés* ».

Le concept d'*agrégat réel* convient aux flux ou stocks dont la valeur n'est pas obtenue en multipliant des prix par des quantités. C'est le cas des certains agrégats de revenus dans les comptes des secteurs institutionnels. La déflation de ces agrégats peut se faire en recourant à la variation de prix d'un panier approprié de biens et de services ou d'actifs, ou à la variation du niveau général des prix. Et c'est seulement dans ce dernier cas, que les flux et les stocks sont dits « *en termes réels* » (c'est-à-dire qu'ils représentent des valeurs à pouvoir d'achat constant)³.

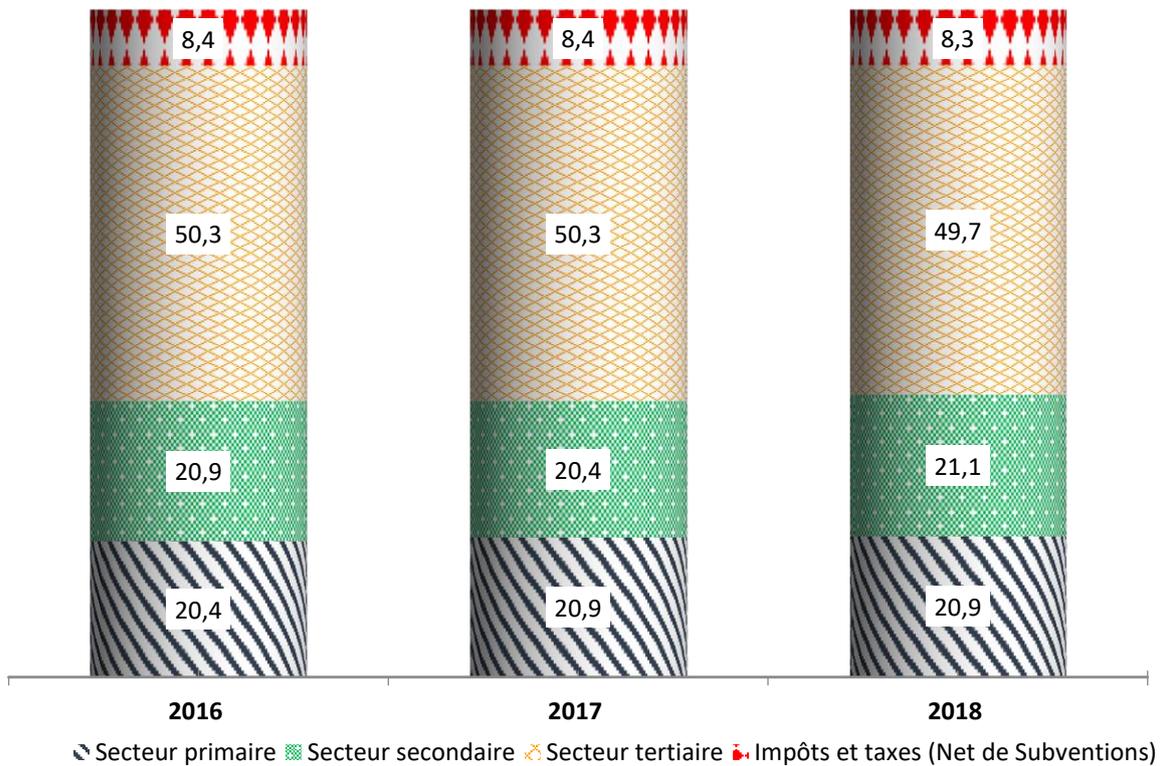
³ SCN 2008, paragraphes 2.66 et 15.95-15.100 et 15.181-15.197

2.2. Analyse de l'activité économique du point de vue de l'offre

Activité économique en 2018 marquée par la prédominance du secteur tertiaire

En 2018, la valeur ajoutée du secteur tertiaire représente la plus importante part du PIB avec un poids de 50,5% en termes courants et 49,8% en volume. Il est suivi du secteur secondaire (21,1%) et du secteur primaire (20,9%). En valeur courante, le poids du secteur primaire et celui du secondaire sont respectivement de 19,6% et 21,0%. Les impôts et taxes nets de subventions représentent 8,3% du PIB réel en 2018, en régression de 0,1 point par rapport à 2017.

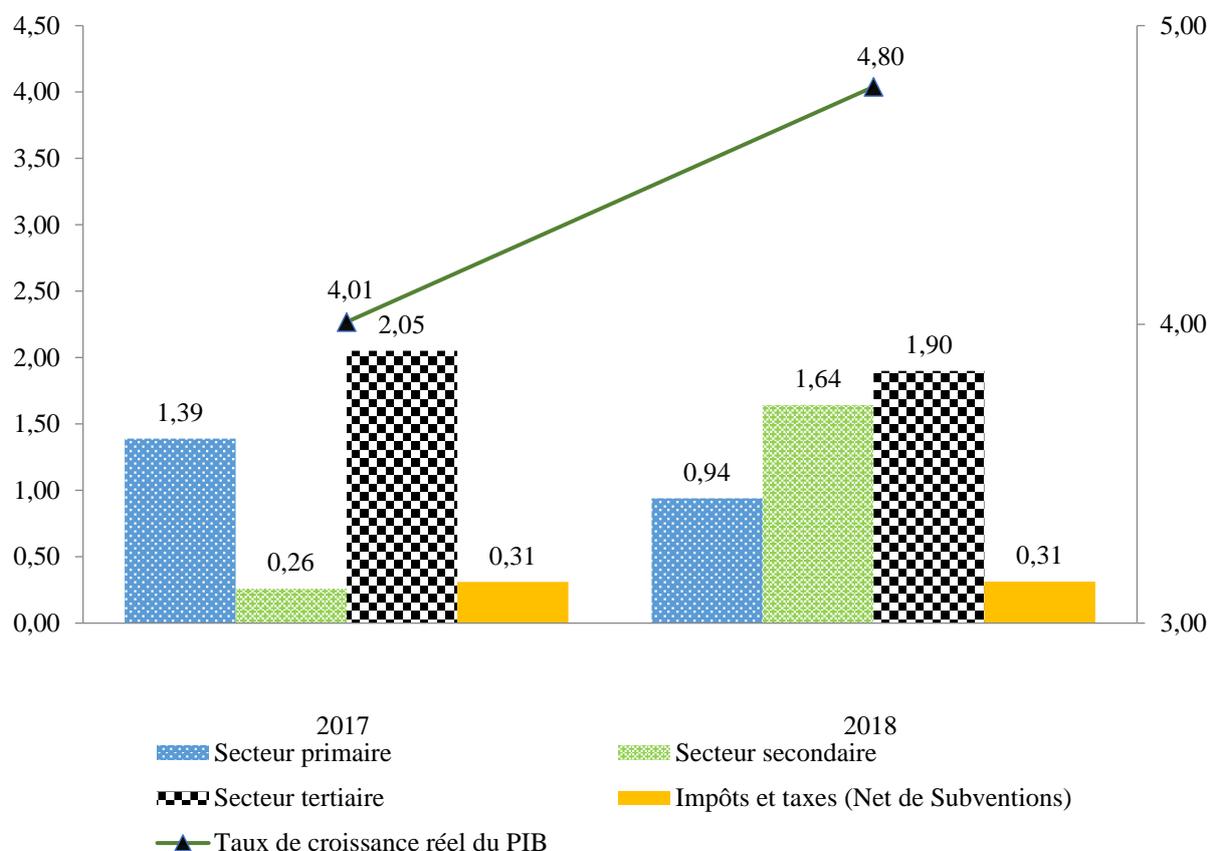
Graphique 1: Part (%) des différents secteurs dans le PIB en 2017 et 2018 en volume



Source: Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Commet en 2017, c'est le secteur tertiaire qui a le plus contribué à la croissance du PIB réel avec 1,9 point sur les 4,8 points de croissance obtenue en 2018. Le secteur secondaire contribue à 1,6 point et le secteur primaire à 0,9 point. Les impôts et taxes nets de subventions ont apporté une contribution de 0,3 point à la croissance.

Graphique 2: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activités entre 2017 et 2018



Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.2.1. Secteur primaire

Le secteur primaire est essentiellement informel, la valeur ajoutée nominale des unités de production informelles représentant 98,1% de la valeur ajoutée total de ce secteur en 2018. Il comprend l'« Agriculture », l'« Elevage et chasse », la « Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien » et la « Pêche et aquaculture ».

La branche « Agriculture » au sens large du terme rassemble les activités de culture (agriculture), de production animale (élevage) ainsi que la chasse et les activités de services connexes. Les activités de culture ou agriculture au sens strict du terme regroupent les cultures de céréales, de tubercules, de légumes et de plantes oléagineuses, de fruits, de coton et l'égrenage de coton, de plantes à épices, de pépinières et l'horticulture ainsi que les autres cultures.

La production en valeur nominale du secteur primaire passe de 1 038,1 milliards de FCFA en 2017 à 1 041,7 milliards de FCFA en 2018, soit une évolution de 0,3%. En termes de richesse créée, la valeur ajoutée réelle est évaluée à 819,5 milliards de FCFA en 2018 en hausse de 4,6% par rapport à son niveau de 2017. Le poids de ce secteur dans le PIB réel en 2018 est de 20,9% avec une contribution de 0,9 point à la croissance du PIB réel en 2018.

En 2018, la valeur ajoutée réelle des activités de culture est estimée à 632,0 milliards de FCFA en augmentation de 5,4% par rapport à celle de 2017. Leur poids dans le PIB réel est évalué à 16,1% en 2018 contre 16,0% en 2017 et contribue à la croissance de 0,9 point en 2018.

Le poids de l'agriculture dans le PIB en 2018 est principalement tiré par la culture de légumes et des plantes oléagineuses, la culture de tubercules et la culture de céréales dont les poids dans la VAB de l'agriculture sont de 29,8%, 25,0% et 24,6% en termes courants. En termes de contribution à la croissance, la culture et l'égrenage de coton a le plus contribué (0,3 point en 2018), suivie de la culture de céréales (0,2 point).

Il est important de noter que le secteur a bénéficié des conditions climatiques moins favorables que l'année dernière. Sa performance relève de la mise en place de nombreux programmes de soutien qui ont permis l'amélioration de la rentabilité des producteurs.

Tableau 2: Evolution des principales productions agricoles en valeur courante

Unité = 1 Million de FCFA

Principaux produits	2016	2017	2018	Evolution 2018/2017 (%)
Culture de céréales	206 866	188 910	198 456	5,1
<i>dont</i>				
<i>Mais</i>	118 893	100 807	107 275	6,4
<i>Riz paddy</i>	26 392	26 800	28 928	7,9
<i>Mil et millet</i>	4 919	4 595	5 377	17
<i>Sorgho</i>	53 626	53 510	53 789	0,5
Culture de tubercules	227 399	228 285	213 435	-6,5
<i>dont</i>				
<i>Igname</i>	133 241	132 087	121 319	-8,2
<i>Manioc</i>	86 265	88 452	84 224	-4,8
Culture de légumes et de plantes oléagineuses	196 517	196 831	205 061	4,2
<i>dont</i>				
<i>Haricots secs</i>	73 335	83 366	86 814	4,1
<i>Arachides (coques et décortiquées)</i>	15 256	13 286	14 463	8,9
<i>Soja</i>	8 838	10 584	11 236	6,2
Culture de fruits	30 296	31 824	36 151	13,6
Culture de plantes pour boissons	12 131	5 212	11 244	115,7
<i>dont</i>				
<i>Cacao en fèves</i>	6 213	2 265	3 775	66,7
<i>Café</i>	5 644	2 654	7 239	172,8
Culture et égrenage de coton	60 124	80 332	91 332	13,7
<i>dont</i>				
<i>Coton graine</i>	23 827	29 883	36 373	21,7
<i>Coton fibre</i>	32 689	44 192	49 531	12,1
Autres cultures n.c.a.	44 625	42 897	87 038	102,9
Total produits agricoles	777 958	774 291	773 681	-0,1

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Par rapport aux activités de production animale et de chasse, la valeur ajoutée réelle s'établit à 106,7 milliards de FCFA en 2018 soit une augmentation de 6,5% par rapport à son niveau de 2017. Le poids de l'élevage s'établit à 2,3% dans le PIB en 2018 et celui de la chasse à 0,1% en termes courants.

Par contre, la sylviculture a connu une baisse de 0,7% avec un poids qui stagne à 1,4% dans le PIB réel en 2018 comme en 2017. La pêche quant à elle décroît de 7,5% en 2018, avec un poids dans le PIB réel de 0,8% en 2017 et de 0,7% en 2018. Cette baisse consécutive provient des travaux de réhabilitation du port de pêche.

Tableau 3: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche à prix courant

Unité = 1 Million de FCFA

Principaux produits	2016	2017	2018	Evolution
				2018/2017 (%)
Eleavage	162 391	170 800	157 542	5,2
<i>dont :</i>				
<i>Bovins sur pieds</i>	14 644	15 108	12 529	3,2
<i>Ovins et caprins sur pieds</i>	39 720	42 170	41 876	6,2
<i>Porcins sur pied</i>	39 837	40 688	30 618	2,1
<i>Volailles</i>	36 734	39 247	36 994	6,8
<i>Œufs</i>	19 472	21 018	21 764	7,9
Chasse	2 696	2 754	2 839	2,2
Pêche et aquaculture	33 325	31 905	28 874	-4,3
Total élevage, chasse, pêche et aquaculture	198 412	205 459	189 255	3,6

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.2.2. Secteur secondaire

Le secteur secondaire comprend les activités d'extraction, de manufacture, de production et distribution d'électricité, d'eau, de gaz et de construction.

Ce secteur est celui qui a le plus tiré l'activité à la hausse en 2018, avec une croissance presque deux fois plus importante que celle du PIB. La VAB réelle a, en effet, progressé de 8,3% pour atteindre 826,6 milliards de FCFA, ce qui, combiné à son poids dans le PIB réel lui permet de contribuer substantiellement à la croissance, soit 1,6 point. En 2018, le secteur secondaire représente 21,0% du PIB nominal contre 20,4% en 2017.

Activités extractives

La VAB réelle des activités extractives s'établit à 54,9 milliards de FCFA, ce qui représente un poids de 1,4% dans le PIB réel et 6,6% dans la VAB réelle du secteur secondaire. Par rapport à 2017, les activités extractives ont connu une hausse de 23,8%, contribuant positivement à la croissance économique en 2018 (0,3 point). Cette évolution est due à la hausse de la production du phosphate pour répondre à une forte demande extérieure.

Activités des industries manufacturières

Dans l'industrie manufacturière, la VAB réelle (481,3 milliards de FCFA) a augmenté de 3,2% par rapport à 2017. Son poids dans la VAB réelle du secteur secondaire et dans le PIB réel s'élève respectivement à 58,2% et 12,3%. La plupart des branches composantes les industries manufacturières du secteur ont enregistré une progression de leurs activités.

- ✓ la « fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac », avec une VAB réelle de 225,3 milliards de FCFA en 2018 contre 217,5 milliards de FCFA en 2017 et un poids de 5,7% dans le PIB réel a apporté 0,2 point à la croissance du PIB ;
- ✓ la « fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures », dont le poids dans le PIB réel est de 0,9% a connu une progression de 4,6% de sa VAB en 2018. La VAB réelle a atteint 33,9 milliards en 2018 contre 32,4 en 2017 ;
- ✓ l'activité de « fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements » dont la part de la VAB dans le PIB réel est de 1,3%, a enregistré une hausse de sa VAB réelle qui passe de 48,6 milliards de FCFA en 2017 à 50,0 milliards de FCFA en 2018, soit une croissance réelle de 2,9%.
- ✓ les autres activités de manufacture qui regroupent la fabrication de matelas et sommiers et de meubles ainsi que diverses activités manufacturières ont participé positivement (0,1 point) à la croissance au PIB réel en 2018. La VAB réelle générée dans ces activités en 2017 s'élève à 30,3 milliards de FCFA contre 32,7 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 8,0%.

Contrairement aux branches précédentes du secondaire, certaines ont régressé en 2018 :

- ✓ l'activité de « fabrication de matériaux de construction » dont la valeur ajoutée brute réelle (49,2 milliards de FCFA) représente 1,3% du PIB réel a connu une baisse de 3,2%;
- ✓ la fabrication de produits chimiques a aussi baissé de 2,3% pour atteindre 56,6 milliards de FCFA en 2018.

Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau et assainissement

La « production et la distribution d'électricité et de gaz » a contribué positivement aux performances du secteur secondaire. Pour une part de 8,9% dans de la VAB réelle du secteur secondaire et de 1,9% dans le PIB réel, cette branche a progressé de 21,5% apportant une contribution de 0,3 point à la croissance du PIB réel de 2018.

Etendue aux activités d'assainissement, de, traitement des déchets et dépollution » représentent 10,1% de la VAB réelle du secteur secondaire et 2,1% du PIB réel.

Activités de construction

Les activités de construction, en 2018, ont contribué de 0,1 point à la croissance du PIB réel dans lequel elles représentent un poids de 2,7%. Elles ont connu une croissance réelle de 3,1%. Leur contribution à la croissance est imputable à la branche « génie civil ».

2.2.3. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire regroupe l'ensemble des services marchands et non marchands, excepté les services de sous-traitance intervenant dans les activités de production des secteurs primaire et secondaire. Les services de sous-traitance sont associés aux activités de production de la branche dans laquelle ils interviennent.

La valeur ajoutée réelle du secteur tertiaire a évolué en 2018 de 3,9% (1 955,8 milliards en 2018 contre 1 882,6 milliards de FCFA en 2017). En 2018, le secteur tertiaire demeure la principale composante du PIB avec un poids de 49,8% dans le PIB réel. La contribution de ce secteur à la croissance du PIB réel est de 1,9 point en 2018.

Commerce

En valeur courante, la valeur ajoutée brute du commerce en 2018 s'élève à 251,9 milliards de FCFA contre 237,6 milliards de FCFA en 2017, soit une hausse de 6,0%. Son poids en 2018 est de 6,5% dans le PIB nominal contre 6,4% en 2017. Avec une contribution de 0,1 point à la croissance du PIB réelle, la VAB de cette branche d'activité est passée de 242,5 milliards de FCFA en 2017 à 247,9 milliards de FCFA 2018.

Transport et entreposage

Les services de transport et d'entreposage enregistrent une hausse aussi bien en termes courants qu'en termes réels. En effet, la VAB nominale de cette activité s'élève à 299,7 milliards de FCFA en 2018 contre 254,0 milliards de FCFA en 2017, soit une hausse de 18,0%. En termes réels, la VAB de 2018 s'élève à 305,1 milliards de FCFA soit une hausse de 17,3%. Avec une contribution de 1,2 point, cette branche d'activité enregistre la plus forte contribution à la croissance du PIB réel. Cette performance est liée à l'accroissement des activités portuaires.

Hébergement, restauration et débits de boissons

Avec une contribution de -0,2 point à la croissance du PIB réel, les activités d'hébergement, de restauration et débits de boissons représentent 1,2% du PIB réel. La VAB réelle de ces activités passe de 54,3 milliards de FCFA en 2017 à 47,1 milliards de FCFA en 2018, soit une baisse de 13,3%.

Information et communication

Les activités d'information et communication, avec une VAB réelle de 206,7 milliards de FCFA, représentent 5,3% du PIB réel et enregistrent une croissance de 14,2% par rapport à 2017. Sa contribution à la croissance du PIB réel est de 0,7 point.

Activités financières et d'assurance

Les activités financières et d'assurance ont connu une croissance nominale de 4,8% en 2018. En effet, la VAB nominale de ces activités passe de 110,9 milliards de FCFA en 2017 à 116,2 milliards FCFA en 2018. En termes réels, la VAB s'établit à 119,4 milliards de FCFA en 2018, soit une croissance de 5,5% par rapport à 2017. Ces activités qui représentent 3,0% du PIB réel de 2018, contribuent à 0,1 point à la croissance.

Activités immobilières

Aussi bien en termes courants qu'en termes réels, les activités immobilières enregistrent une hausse par rapport à leur niveau de 2017. En effet, la VAB passe de 243,2 milliards de FCFA en 2017 à 244,6 milliards de FCFA en 2018 en valeur nominale, soit une hausse de 0,6%. En termes réels la VAB passe à 245,4 milliards de FCFA en 2018, soit une baisse de 0,1%. Les activités immobilières représentent 6,3% du PIB réel de 2018.

Activités spécialisées, scientifiques et techniques

Les activités spécialisées, scientifiques et techniques enregistrent, en 2018 des hausses aussi bien en termes courants qu'en termes réels. En termes réels la VAB passe de 96,3 milliards de FCFA en 2017 à 100,9 milliards de FCFA en 2018, soit une baisse de 0,3%. Cette branche d'activité représente 2,5% du PIB réel.

Activités de services de soutien et de bureau

Avec une VAB de 76,3 milliards de FCFA en 2017 et un poids de 2,1% dans le PIB de cette même année, les services de soutien et de bureau enregistrent une baisse de leur VAB nominale de 4,2% en 2018 (73,1 milliards de FCFA). En termes réels, la VAB s'établit à 74,5 milliards de FCFA, en recul de 4,9% par rapport à 2017.

Activités pour la santé humaine et l'action sociale

Avec un poids dans le PIB réel de 1,6%, la valeur ajoutée des activités pour la santé humaine et l'action sociale a connu, en valeur réelle, une hausse de 0,4%, passant de 64,4 milliards de FCFA en 2017 à 64,6 milliards de FCFA en 2018.

Education

Le poids de l'éducation dans le PIB réel en 2018 est de 4,8%. Cette activité a connu un recul de sa valeur ajoutée brute courante de 3,6% (1901,4 milliards de FCFA en 2018 contre 198,6 milliards de FCFA en 2017).

Administration publique

La valeur ajoutée nominale des services d'administration publique est passée de 240,1 milliards de FCFA en 2017 à 242,8 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 1,1%. Cette performance

des Administrations publiques s'explique par l'augmentation des dépenses courantes. Son poids dans le PIB nominal est de 6,2%.

2.2.4. Part de l'informel dans le PIB

Le secteur informel occupe une place importante dans l'économie togolaise. La part de l'informel dans la VAB⁴ nominale est de 51,6% en 2018 contre 52,2% en 2017. Le niveau de la valeur ajoutée brute nominale du secteur informel est passé de 1 684,5 milliards de FCFA en 2017 à 1 752,0 milliards de FCFA en 2018 soit une progression de 4,0%.

Au niveau du secteur primaire, le secteur informel reste dominant avec un poids de 98,1% de la valeur ajoutée nominale, en recul de 0,1 point par rapport à 2017 ; mais le niveau de VAB a augmenté de 1,7%. Le poids de l'informel au niveau de chacune des branches du secteur primaire en 2018 se présente comme suit :

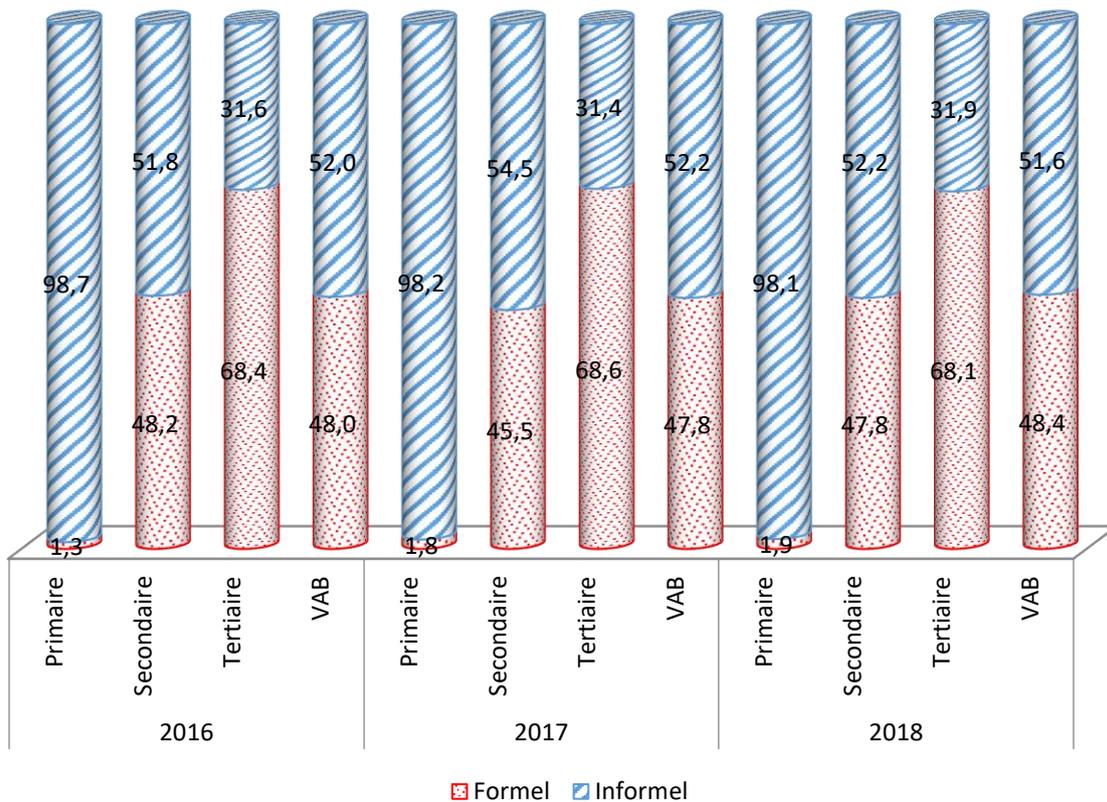
- ✓ agriculture (cultures) : 97,7% en 2018 contre 98,0% en 2017 ;
- ✓ élevage et chasse : 99,9% en 2018 contre 99,8% en 2017 ;
- ✓ sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien : 98,1% en 2018 contre 96,8% en 2017 ;
- ✓ pêche et aquaculture : 99,8% en 2018 contre 99,7% en 2017.

Au niveau du secteur secondaire, la VAB nominale de l'informel progresse de 4,3% pour atteindre 416,0 milliards de FCFA en 2018. Dans le même temps, la part de l'informel régresse de 2,3 points et s'établit à 52,2% de la valeur ajoutée du secteur. L'informel est diversement représenté dans chacune des branches du secondaire. On le retrouve en bonne place et principalement dans les branches : « fabrication des produits alimentaires », « fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures », « fabrication de produits chimiques », « fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements » et « production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution » respectivement avec 91,2%, 92,9%, 86,8%, 62,7% et 86,4% de la valeur ajoutée totale des branches.

A contrario, l'informel fournit une faible part de valeur ajoutée dans les branches « fabrication de matériaux de construction » (4,7%), « production et distribution d'électricité et de gaz » (6,2%), « travail du caoutchouc et du plastique » (8,6%), et « activités extractives » (14,7%).

Au niveau des branches d'activités du secteur tertiaire, la VAB nominale de l'informel s'est accrue de 7,0% en 2018 et s'établit à 583,5 milliards de FCFA. Le niveau de la VAB nominale de l'informel occupe une part de 32,0% dans le secteur tertiaire, en baisse de 0,1 point par rapport à 2017. L'informel est plus représenté dans l'« hébergement, restauration et débit de boissons » (76,7%), le commerce (67,2%), les « transports et entreposage » (47,1%), les « activités de services de soutien et de bureau » (41,2%) et les « activités immobilières » (82,5%).

⁴ Hors ménage et pour compte propre

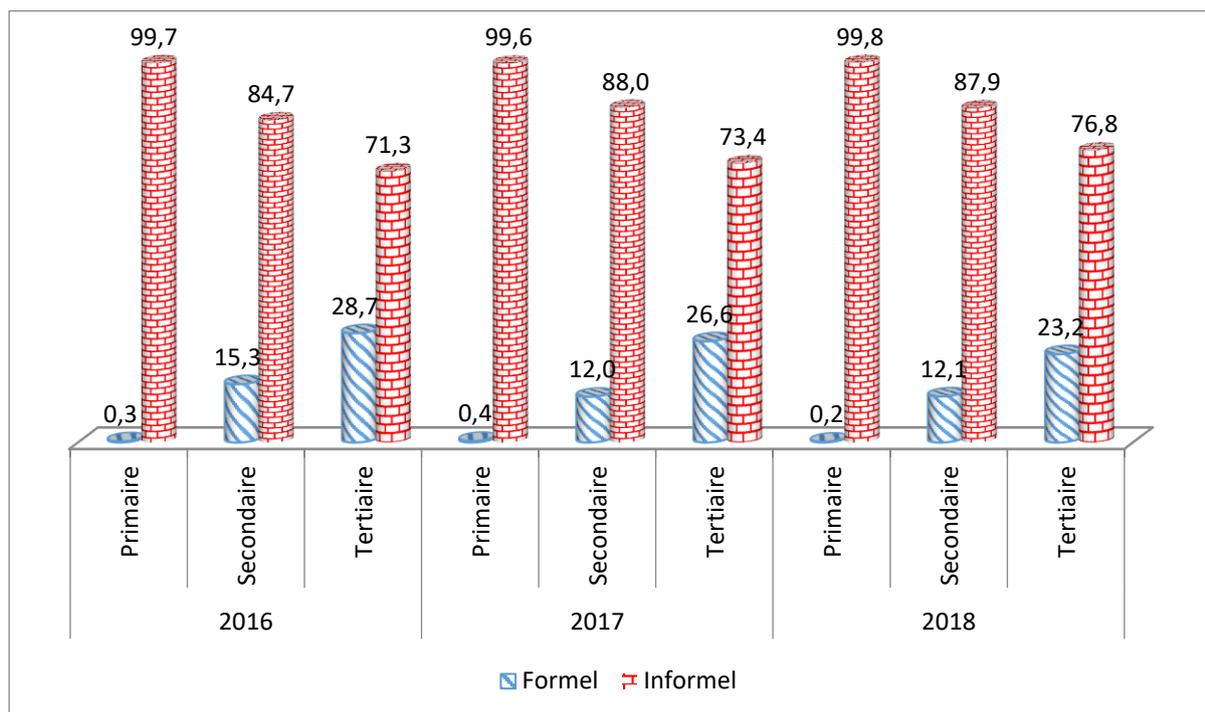
Graphique 3: Répartition (%) sectorielle des activités informelles en 2016 à 2018

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le poids de l'informel dans les autres branches du secteur tertiaire se présente comme suit : « activités financières et d'assurance » (2,5%), « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (2,9%), « activités pour la santé humaine et l'action sociale » (4,9%), « activités artistiques, sportives et récréatives » (8,2%), « éducation » (10,7%), et « information et communication » (10,1%).

2.2.5. Emploi dans l'économie

En 2018, l'emploi est estimé à 3,2 millions, soit une progression de 9,4% entre 2017 et 2018. Le niveau de l'emploi du secteur primaire représente 37,6% de l'emploi total en 2018 contre 38,8% en 2017. L'emploi dans ce secteur en 2018 a évolué de 5,9% par rapport à 2017. Au niveau du secteur secondaire, l'emploi augmente de 7,7% et représente 15,6% de l'emploi total en 2018 contre 15,9 % en 2017, soit une baisse de la part de l'emploi de ce secteur de 0,3 point entre 2017 et 2018. En ce qui concerne le secteur tertiaire, l'emploi a augmenté de 13,0% entre 2017 et 2018 et représente en 2017 et 2018 respectivement 45,3% et 46,8% de l'emploi total.

Graphique 4: Répartition (%) de l'emploi formel et informel dans les secteurs d'activité de 2016 à 2018

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le secteur informel fournit 87,3% des emplois de l'économie en 2018 contre 86,1% en 2017. Cette prépondérance de l'emploi du secteur informel se retrouve globalement dans toutes les branches d'activités.

La quasi-totalité des emplois dans le primaire est informel (99,8% en 2018 contre 99,6% en 2017). Au niveau des secteurs secondaire et tertiaire, les emplois dans l'informel représentent respectivement 88,0% et 73,4% des emplois en 2017 et respectivement 87,9% et 76,8% des emplois en 2018.

2.3. Evolution des emplois du PIB

La demande intérieure est composée des dépenses de consommation finale (des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM) et de l'investissement qui est composé de la formation brute de capital fixe (FBCF) et des variations des stocks (VS).

Tableau 4: Evolution des ressources et des emplois du PIB en volume⁵

Unité = 1 Million de FCFA

	2016	2017	2018	Evolution 2018/2017 (%)	CC* du PIB en 2018 (%)
Produit intérieur brut (PIB)	3 597 808	3 742 005	3 921 441	4,8	4,8
Importations	1 428 817	1 250 043	1 317 621	5,4	1,8
Total Ressources	5 026 625	4 992 048	5 239 062	4,9	6,6
Consommation finale (CF)	3 339 658	3 401 116	3 528 681	3,8	3,4
Consommation finale privée	2 782 690	2 882 619	3 018 614	4,7	3,6
dont CF des ménages	2 726 733	2 824 370	2 959 850	4,8	3,6
CF des ISBLSM	55 957	58 249	58 764	0,9	0,0
Consommation publique	556 968	518 497	510 406	-1,6	-0,2
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	803 995	637 904	696 159	9,1	1,6
FBCF des APU	308 849	186 323	199 610	6,9	0,3
FBCF des autres secteurs	495 146	451 581	496 529	10,1	1,2
Variation des Stocks	-78 776	-3 659	51 547	-1508,8	1,5
Exportations	961 748	956 687	962 657	0,6	0,2
Total Emplois	5 026 625	4 992 048	5 239 044	4,9	6,6

* Contribution à la croissance

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.3.1. Consommation finale

La consommation finale (CF) constitue la part des ressources destinées à satisfaire les besoins individuels et collectifs des ménages, des administrations publiques et des ISBL-SM. La consommation finale ici sous-entend la dépense de consommation finale et non la consommation finale effective.

En volume, la consommation finale totale s'élève à 3 528,7 milliards contre 3 401,1 milliards de FCFA en 2017, soit un accroissement de 3,7%. En 2018, elle représente 90,0% du PIB réel et sa contribution à la croissance est de 3,4 points. La hausse de la CF en 2018 par rapport en 2017 s'explique par la progression de la consommation finale des ménages de 4,8% et celle des ISBL-SM de 0,9%, celle des administrations publiques ayant régressé de 1,6%. La contribution à la croissance de la consommation finale des ménages est de 3,6 points.

⁵Au prix de l'année précédente chaîné (base 2016)

Par rapport au PIB nominal, la consommation finale des ménages représente 75,1% en 2018 (2 931,0 milliards de FCFA) contre 75,2% en 2017 (2 790,3 milliards de FCFA) et celle des administrations publiques représente 13,2% en 2018 contre 14,0% en 2017.

L'indice du déflateur du PIB s'établit à 100,5 en 2018 alors que le taux d'inflation déterminé par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est de 100,6.

2.3.2. Formation brute de capital fixe (FBCF)

La FBCF représente la valeur des biens et services durables produits ou acquis au cours de la période comptable dont la durée de vie est supérieure à un an.

En volume, la FBCF est passée de 637,9 milliards de FCFA en 2017 à 696,2 milliards de FCFA en 2018 soit une hausse de 9,13% entraînant une contribution positive à la croissance (1,6 point). Son poids dans le PIB réel est de 17,7% en 2018 contre 17,0% en 2017. En valeur courante, la FBCF des autres secteurs représente 71,4% de la FBCF totale (695,6 milliards de FCFA) en 2018. La FBCF des APU pour sa part est passée de 183,6 milliards de FCFA en 2017 à 199,0 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 8,4%.

L'analyse de la FBCF réelle par produit montre que la « construction », représente pratiquement la moitié de la FBCF de 2018 avec un poids de 47,9%. Au prix de 2016, la FBCF en travaux de construction a baissé de 5,2% et s'établit à 329,6 milliards de FCFA en 2018. La FBCF en produits « machines, matériels et équipements divers » est passée de 155,9 milliards de FCFA en 2017 à 172,3 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 10,6% et celle des produits métallurgiques et de fonderie enregistre une forte hausse de 82,5% (95,7 milliards de FCFA en 2018 contre 52,4 milliards de FCFA en 2017).

Tableau 5: Formation brute de capital fixe par produit en volume

Unité = 1 million de F CFA

Libellé	2016	2017	2018	Evolution 2018/2017 (%)
Produits de l'élevage et de la chasse	6 194	6 598	5 488	-16,8
Produits du travail du caoutchouc et du plastique	3	1	0	-100
Produits métallurgiques et de fonderie	83 587	52 419	95 670	82,5
Machines, matériels et équipements divers	240 928	155 809	172 285	10,6
Produits des autres industries manufacturières	26 913	34 453	43 852	27,3
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	27 286	17 901	17 398	-2,8
Travaux de construction	376 635	347 577	329 594	-5,2
Services d'information et de communication hors télécommunications	37 916	17 847	28 223	58,1
Services spécialisés, scientifiques et techniques	4 504	5 261	5 534	5,2
Services de soutien et de bureau	29	39	0	-100

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

En 2018, les valeurs courantes de la FBCF des sociétés non financières et des Administrations publiques et de Sécurité sociale ont augmenté respectivement de 29,6% et de 8,4%. Les autres

secteurs institutionnels ont vu leur FBCF baisser : Ménages (-26,9%), Sociétés financières (- 50,4%) et ISBL-SM (-5,3%).

Tableau 6: Evolution de la FBCF entre 2017 et 2018 en valeur par secteur institutionnel

Unité = 1 million de F CFA

Secteur institutionnel	2016	2017	2018	Evolution 2018/2017 (%)
Sociétés et Quasi-sociétés Non Financières	199 985	309 759	401 362	29,6
Ménages et des Entrepreneurs Individuels	214 063	115 290	84 254	-26,9
Administrations publiques	308 849	183 637	199 042	8,4
Institutions Sans But Lucratif au service des ménages (ISBL-SM)	11 935	1 519	1 439	-5,3
Institutions Financières	69 163	19 151	9 490	-50,4

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.3.3. Variations des stocks

Les variations des stocks enregistrent les mouvements des biens autres que ceux en capital qui sont détenus par les producteurs (produits finis ou en cours, matières premières et marchandises).

En volume, l'économie enregistre une variation des stocks de 74,0 milliards en 2018 contre - 4,9 milliards de FCFA en 2017. La répartition des variations de stocks suivant quelques produits se présente en 2018 comme suit : -71,5 milliards de FCFA pour les produits du raffinage et de cokéfaction ; 69,3 milliards de FCFA pour les produits alimentaires et 18,9 milliards de FCFA pour les produits agricoles.

2.3.4. Echanges extérieurs de biens et services

Les échanges de biens et services en valeur courante entre le Togo et le Reste du monde en 2018 montrent que les importations et les exportations ont augmenté respectivement de 6,3% et 1,2% par rapport à 2017. Les importations sont passées de 1 220,5 milliards de FCFA en 2017 à 1 298,0 milliards de FCFA en 2018 et les exportations, de 938,4 milliards de FCFA en 2017 à 950,0 milliards de FCFA en 2018. Il en résulte ainsi une aggravation du déficit de la balance commerciale entre 2017 et 2018. En effet, la balance commerciale s'établit à -348,0 milliards de FCFA en 2018 contre - 282,1 milliards de FCFA en 2017. En volume, la balance commerciale est passé de -293,4 milliards de FCFA en 2017 à -354,3 milliards de FCFA en 2018. La contribution à la croissance réelle des échanges extérieurs de biens et services est de -1,6 point en 2018.

Le taux d'exportation qui est la part des exportations de biens et services dans le PIB réel est passé de 25,6% en 2017 à 24,8% en 2018. Cette baisse signifie que la proportion du PIB consacrée à la satisfaction de la demande extérieure a diminué de 0,8 point en 2018.

Tableau 7: Evolution en valeur des biens et services exportés de 2016 à 2018

Unité = 1 million de F CFA

	2016	2017	2018	Evolution 2018/2017 (%)
Produits de l'agriculture	56 491	64 850	78 508	21,1
Produits de l'élevage et de la chasse	1 291	1 356	473	-65,1
Produits de la sylviculture, de l'exploitation forestière et services de soutien	378	1 055	533	-49,5
Produits de la pêche et de l'aquaculture	4	0	0	
Produits des industries extractives	49 997	40 293	47 903	18,9
Produits alimentaires	61 180	72 421	56 852	-21,5
Boissons	31 728	31 697	19 144	-39,6
Produits a base de tabac	131	153	115	-24,8
Produits textiles, articles d'habillement, en cuir et articles de voyage et chaussures	38 227	40 283	32 917	-18,3
Produits en bois, en papier ou en carton, travaux d'imprimerie et de reproduction d'enregistrement	8 659	9 290	8 485	-8,7
Produits chimiques	74 855	72 744	54 259	-25,4
Produits pharmaceutiques	734	933	564	-39,5
Produits du travail du caoutchouc et du plastique	57 423	49 372	57 096	15,6
Matériaux minéraux	61 427	56 757	58 578	3,2
Produits métallurgiques et de fonderie	29 015	33 284	27 542	-17,3
Machines, matériels et équipements divers	63 117	46 498	46 418	-0,2
Produits des autres industries manufacturières	27 145	16 784	16 219	-3,4
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	6 253	3 906	4 072	4,2
Électricité et gaz	64 545	73 187	78 966	7,9
Travaux de production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	0	57	0	-100
Travaux de construction	1 559	1 635	2 932	79,3
Vente	166	191	196	2,6
Services de transports, entreposage	129 137	134 398	144 868	7,8
Services d'hébergement et de restauration	7 531	7 026	9 443	34,4
Services d'information et de communication	21 288	21 340	19 140	-10,3
Services financiers et d'assurance	43 008	36 057	30 312	-15,9
Services spécialisés, scientifiques et techniques	55 740	42 942	69 536	61,9
Services de soutien et de bureau	0	89	0	-100
Services d'enseignement	365	33	0	-100
Services de santé humaine et d'action sociale	86	78	83	6,4
Services artistiques, sportifs et récréatifs	4	157	3	-98,1
Correction territoriale	70 264	79 563	84 402	6,1
Total	961 748	938 429	949 931	1,2

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

L'augmentation des recettes d'exportations entre 2017 et 2018 est expliquée principalement par l'accroissement des exportations des produits : « Produits de l'agriculture » (+21,1%), « Produits du travail du caoutchouc et du plastique » (+15,6%) et « Produits des industries extractives » (+18,9%) et « Services de transports, entreposage » (+7,8%).

Tableau 8: Evolution en valeur des biens et services importés en 2017 et 2018

Unité = 1 million de F CFA

	2016	2017	2018	Evolution 2018/2017 (%)
Produits de l'agriculture	32 405	32 123	34 249	6,6
Produits de l'élevage et de la chasse	3 995	3 850	3 990	3,6
Produits de la sylviculture, de l'exploitation forestière et services de soutien	179	187	340	81,8
Produits de la pêche et de l'aquaculture	53	122	81	-33,6
Produits des industries extractives	18 007	13 902	23 299	67,6
Produits alimentaires	128 101	129 961	152 474	17,3
Boissons	12 516	13 594	13 931	2,5
Produits a base de tabac	5 078	5 321	5 727	7,6
Produits textiles, articles d'habillement, en cuir et articles de voyage et chaussures	96 223	98 162	84 845	-13,6
Produits en bois, en papier ou en carton, travaux d'imprimerie et de reproduction d'enregistrement	16 639	18 061	17 976	-0,5
Produits chimiques	361 516	331 612	354 320	6,8
Produits pharmaceutiques	60 381	65 048	53 034	-18,5
Produits du travail du caoutchouc et du plastique	28 241	25 266	23 849	-5,6
Matériaux minéraux	27 550	29 940	33 545	12
Produits métallurgiques et de fonderie	85 193	77 417	80 646	4,2
Machines, matériels et équipements divers	320 418	190 398	216 436	13,7
Produits des autres industries manufacturières	7 679	6 970	10 035	44
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	24 490	17 423	1 695	-90,3
Électricité et gaz	84 426	69 193	77 205	11,6
Travaux de construction	871	0	0	
Vente	92	94	97	3,2
Services de transports, entreposage	20 961	18 472	22 864	23,8
Services d'hébergement et de restauration	7	8	8	0
Services d'information et de communication	55 016	30 198	23 667	-21,6
Services financiers et d'assurance	6 809	9 116	9 566	4,9
Services spécialisés, scientifiques et techniques	9 137	11 898	12 616	6
Services d'enseignement	1 547	0	0	
Services artistiques, sportifs et récréatifs	77	56	201	258,9
Correction territoriale	21 210	22 088	23 145	4,8
Total	1 428 817	1 220 480	1 297 951	6,3

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Quant à l'augmentation des dépenses d'importation de 2017 à 2018, elle s'explique essentiellement par l'accroissement des importations des produits tels que : « Produits alimentaires » (+17,3%), « Produits chimiques » (+6,8%), « Machines, matériels et équipements divers » (+13,7%) et « Produits des industries extractives » (+67,6%).

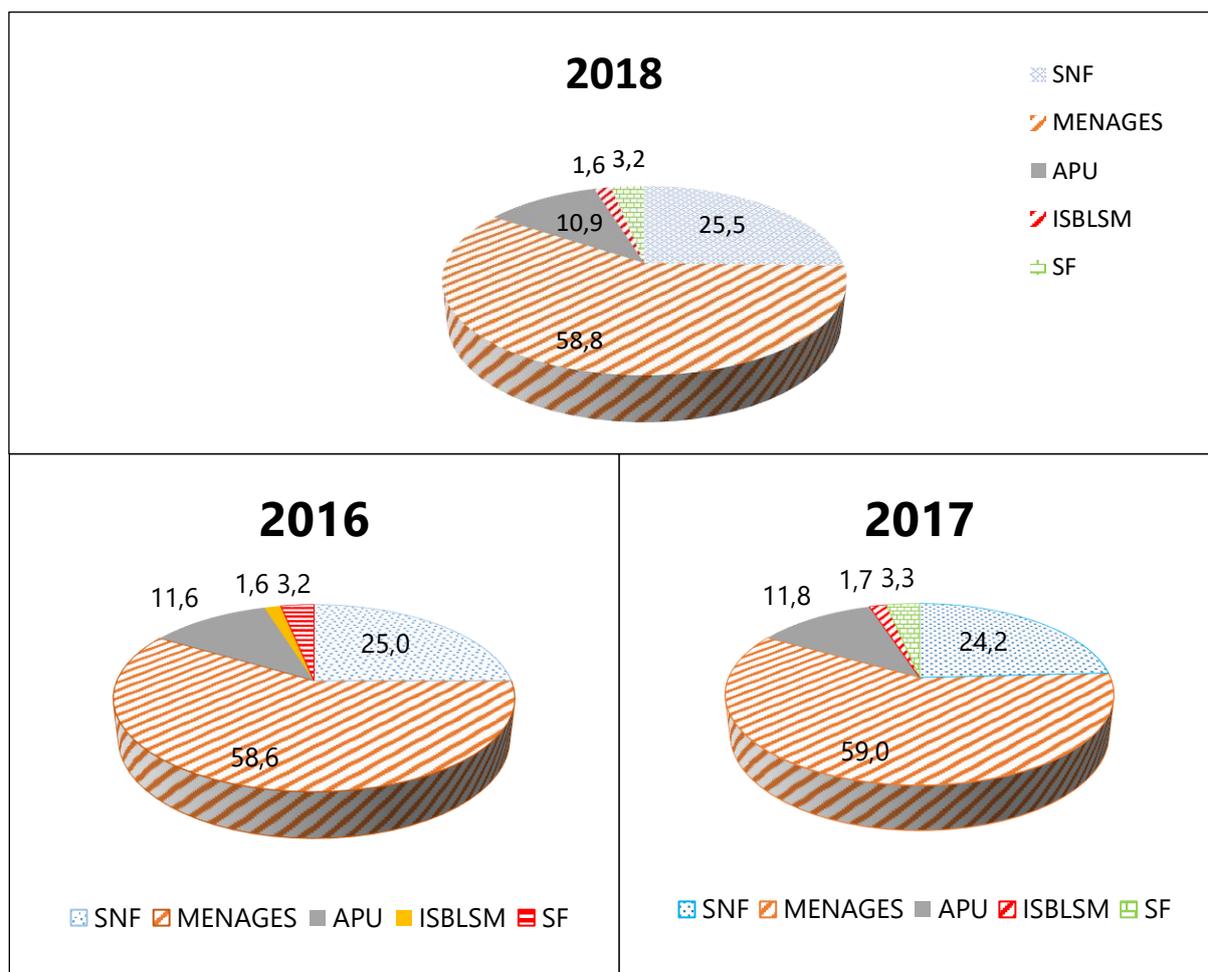
2.4. Analyse des secteurs institutionnels en 2018

Les secteurs institutionnels sont des regroupements d'unités institutionnelles ayant des objectifs et des comportements économiques semblables. On distingue cinq grands secteurs : les ménages (y compris les entrepreneurs individuels) ; les sociétés non financières ; les sociétés financières ; les Administrations publiques et les ISBLSM

2.4.1. Valeur ajoutée brute par secteur institutionnel en 2018

En 2018, la VAB nominale créée par l'ensemble des secteurs institutionnels de l'économie nationale s'élève à 3 561,2 milliards de FCFA, soit une croissance de 5,2% par rapport à 2017. Plus de la moitié de richesse ainsi créée provient des ménages et entrepreneurs individuels. En effet, en 2018, les Ménages détiennent 58,8% de la VAB totale de l'économie. Comparé au poids de l'informel dans l'économie, ce niveau s'explique et traduit la caractéristique d'une économie où foisonnent une multitude d'acteurs de petites tailles dont les petites contributions arrivent à dominer la contribution du secteur formel.

Graphique 5: Part (en%) de chaque secteur institutionnel dans la VAB en 2017 et 2018



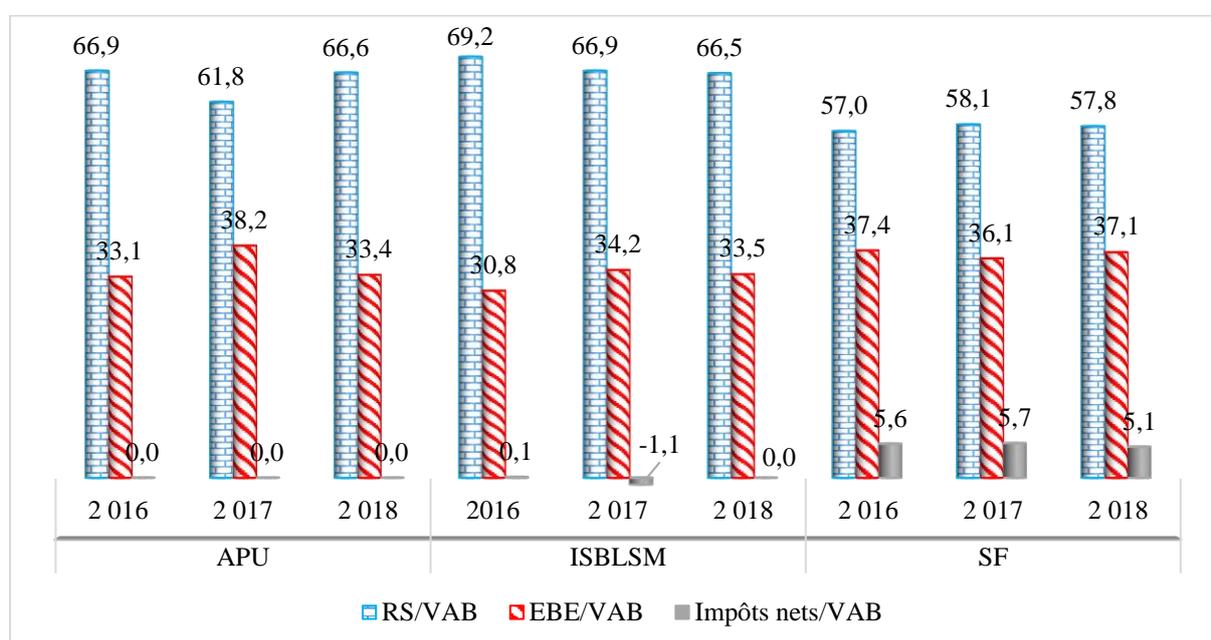
Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Les sociétés (financières ou non) participent à la création de la richesse nationale pour 28,8% tandis que le secteur non marchand (Administration publique et Institution sans but lucratif au service des ménages) y contribue pour 10,9%.

2.4.2. Ventilation de la VAB dans les secteurs institutionnels

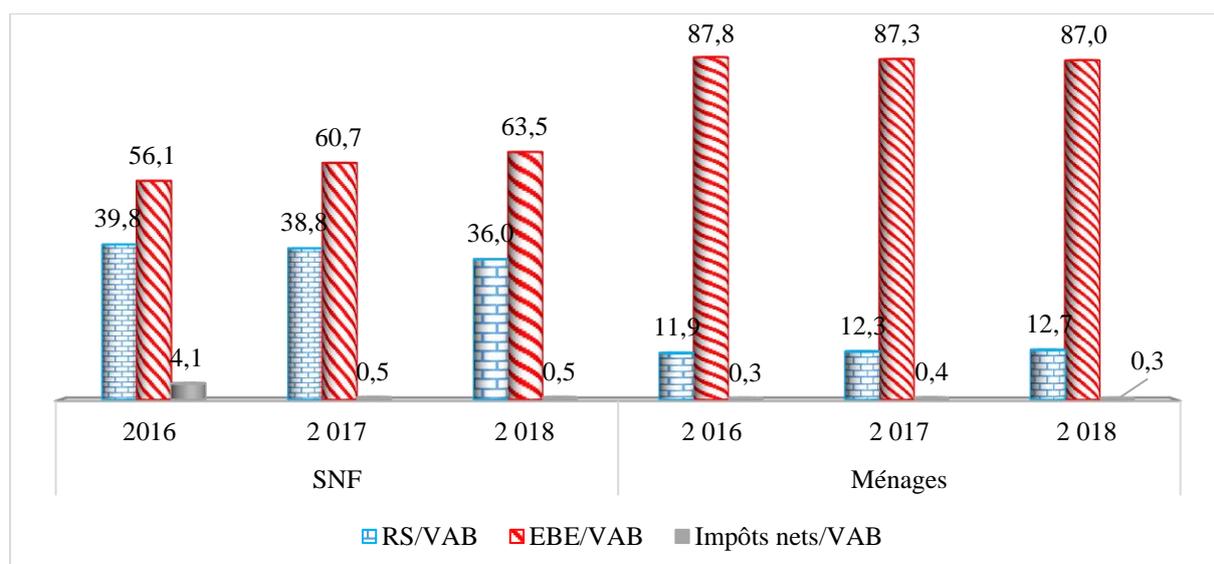
En 2018, l'analyse des résultats montre que les ISBLSM consacrent 66,5% de leur VAB à la rémunération des salariés contre 66,9% en 2017. Les APU en font de même avec 66,6% en 2018 contre 61,8% en 2017. Le troisième secteur rémunérant au mieux le facteur travail que le facteur capital est le secteur des sociétés financières qui alloue 57,8% de sa VAB à la RS en 2018 contre 58,1% en 2017.

Graphique 6: Ventilation (en %) de la VAB dans les SF, ISBLSM et APU



Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Pour ces secteurs, la même répartition de la VAB est observée en 2017. Il faut cependant noter que la contrepartie de la partie qui rémunère les salariés pour les secteurs des Ménages et des SNF, profite davantage aux détenteurs de capitaux qu'aux salariés. Courant 2018, les Ménages ont consacré 87,0% de la VAB à l'EBE contre 87,3% en 2017 et les SNF affectent 63,5% en 2018 contre 60,7% en 2017. Les entrepreneurs individuels sont des entités économiques qui ne distinguent pas la rémunération des salariés et le revenu d'exploitation. On parle alors de revenu mixte qui est un ensemble des deux rémunérations contenues dans le poste d'EBE.

Graphique 7: Ventilation (en %) de la VAB dans les SNF et les Ménages

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.4.3. Ménages

Une baisse de capacité de financement des Ménages

En 2018, le revenu disponible brut (RDB) des ménages et entrepreneurs individuels s'établit à 3 394,5 milliards de FCFA. Ce revenu qui est en hausse de 1,8% par rapport à 2017, est constitué des rémunérations salariales (28,7%), des revenus d'exploitation (53,5%), des revenus de la propriété net (16,0%), du solde des prélèvements obligatoires directs (-2,7%) et du solde des autres transferts courants (5,8%). L'augmentation du RDB est essentiellement due à une hausse de la rémunération des salariés de 8,0% et des autres transferts courants reçus par les ménages de 6,9%.

Tableau 9: Evolution en valeur de la consommation finale des ménages selon la nature des dépenses

Unité : 1 Million FCFA

Valeur courante	2016	2017	2018	Evolution 2018/2017 (%)
Produits de l'agriculture	408 201	395 107	405 747	2,7
Produits de l'élevage et de la chasse	63 779	69 388	70 215	1,2
Produits de la sylviculture, de l'exploitation forestière et services de soutien	37019	39169	37 880	-3,3
Produits de la pêche et de l'aquaculture	14867	15131	15087	-0,3
Produits des industries extractives	169	171	184	7,6
Produits alimentaires	394 335	400 836	419 395	4,6
Boissons	44 994	45 978	49 889	8,5
Produits a base de tabac	13 038	13 741	12 678	-7,7
Produits textiles, articles d'habillement, en cuir et articles de voyage et chaussures	163 865	173 227	172 390	-0,5
Produits en bois, en papier ou en carton, travaux d'imprimerie et de reproduction d'enregistrement	26 832	27 925	29 186	4,5
Produits chimiques	121 702	127 358	133 439	4,8
Produits pharmaceutiques	79 817	84 416	90 097	6,7
Produits du travail du caoutchouc et du plastique	12 530	13 309	14 130	6,2
Matériaux minéraux	11 500	11 757	12 219	3,9
Produits métallurgiques et de fonderie	7 776	7 987	8 220	2,9
Machines, matériels et équipements divers	44 336	26 820	28 820	7,5
Produits des autres industries manufacturières	27 423	28 436	31 855	12
Électricité et gaz	51 916	54 963	61 278	11,5
Travaux de production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	64 106	68 415	70 478	3
Travaux de construction	4 487	4 535	4 653	2,6
Vente	11 015	12 405	12 969	4,5
Services de transports, entreposage	100 411	103 402	109 044	5,5
Services d'hébergement et de restauration	371 128	384 841	404 567	5,1
Services d'information et de communication	207 024	212 171	227 458	7,2
Services financiers et d'assurance	29 450	36 763	60 374	64,3
Services immobiliers	191 257	200 470	200 579	0,1
Services spécialisés, scientifiques et techniques	2 663	2 600	2 648	1,8
Services de soutien et de bureau	11 863	13 175	12 194	-7,4
Services d'administration publique	5 597	6 388	9 763	52,8
Services d'enseignement	68 844	69 973	74 328	6,3
Services de santé humaine et d'action sociale	83 479	89 052	94 630	6,3
Services artistiques, sportifs et récréatifs	38 707	43 182	46 729	8,2
Autres services n.c.a.	54 974	57 513	61 065	6,2
Services spéciaux des ménages	6 683	7 181	8 058	12,2
Correction territoriale	-49 054	-57 475	-61 257	6,6
Total	2 726 733	2 790 310	2 930 989	5,0

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le revenu disponible brut ainsi obtenu est utilisé à près de 86,3% pour les dépenses de consommation finale.

Le compte de capital des Ménages dégage une capacité de financement de 366,5 milliards de FCFA en 2018 contre 445,3 milliards de FCFA en 2017, soit une baisse de 17,7%. Cette diminution de la capacité de financement est attribuée à la baisse de l'épargne (-14,8%) due à la hausse plus que proportionnelle des dépenses de consommation finale (5,0%) par rapport au RDB (1,8%).

2.4.4. Situation des sociétés non financières (SNF)

Une amélioration du taux de marge et du taux d'investissement des SNF

Le taux d'investissement des SNF passe de 37,8% à 44,2% entre 2017 et 2018, soit une hausse de 6,4 points. Cette hausse résulte de celle de la FBCF (29,6%) qui a augmenté plus que proportionnellement à la VAB (10,9%). Le taux de marge des SNF s'établit à 63,5% en 2018, en augmentation de 2,8 points par rapport à 2017. La hausse du taux de marge s'explique également par l'augmentation plus que proportionnelle de l'EBE par rapport à la VAB. En effet, l'EBE passe de 498,0 milliards de FCFA en 2017 à 577,2 milliards de FCFA en 2018 soit une hausse de 15,9% par rapport à 2017 tandis que la VAB passe de 819,8 milliards de FCFA en 2017 à 909,0 milliards de FCFA en 2018 soit une hausse de (10,9%).

Tableau 10: Quelques indicateurs sur les SNF

Indicateurs (en%)	2016	2017	2018
Part Salariale dans la VAB (RS/VAB)	38,8	38,8	36,0
Taux de Marge (EBE/VAB)	57,2	60,7	63,5
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	23,6	37,8	44,2
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	-12,8	-15,6	-15,1
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	-54,0	-41,4	-34,2

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le solde du compte de capital des SNF présente un besoin de financement de 487,3 milliards de FCFA en 2018 contre 359,8 milliards de FCFA en 2017. L'augmentation du besoin de financement est due à la hausse de la FBCF (29,6%) et à l'augmentation des transferts en capital versés (51,6%).

2.4.5. Situation des sociétés financières

Hausse de la capacité de financement consécutive à la hausse de l'épargne brute

Les sociétés financières enregistrent une capacité de financement de 117,6 milliards de FCFA en 2018 contre 25,0 milliards de FCFA en 2017. Cette hausse est principalement imputable à celle de l'épargne brute qui passe de 39,6 milliards de FCFA en 2017 à 127,0 milliards de FCFA en 2018.

Tableau 11: Quelques indicateurs sur les SF

Indicateurs (en%)	2016	2017	2018
Part salariale dans la VAB (RS/VAB)	57,0	58,1	57,8
Taux de marge (EBE/VAB)	37,4	36,1	37,1

Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	101,5	36,0	110,2
-------------------------------	-------	------	-------

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le taux de marge des sociétés financières augmente de 1,0 point, passant de 36,1% en 2017 à 37,1% en 2018. Cette hausse est imputable à l'EBE (7,6%) qui a augmenté plus que proportionnellement à la VAB (4,8%).

2.4.6. Administrations publiques (APU) et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Augmentation de l'épargne des APU

Le secteur des administrations publiques (APU) regroupe l'ensemble des unités légales, instituées par décision politique et exerçant un pouvoir législatif, judiciaire ou exécutif sur d'autres unités institutionnelles. Les principales fonctions des APU en tant qu'unités institutionnelles, sont (i) d'assumer la responsabilité de la fourniture de biens et de services à la collectivité ou aux ménages individuels, en la finançant par l'impôt ou par d'autres recettes, (ii) de redistribuer le revenu et le patrimoine au moyen de transfert et (iii) de s'engager dans une activité de production non marchande. Les administrations de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif (ISBL) financées et contrôlées par les APU font aussi partie des APU.

La production des APU est évaluée par la somme des coûts. Les coûts concernent essentiellement la rémunération des salariés (RSa), les dépenses en biens et services et la consommation de capital fixe (CCF). Ainsi, en 2018, la RSa versée par les APU se chiffre à 259,4 milliards de FCFA, en hausse de 5,2% par rapport au niveau de 2017. Dans le même temps, les APU dépensent 142,6 milliards de FCFA en biens et services, soit 10,1% de plus qu'en 2017. La résultante est que la production des APU s'établit à 532,1 milliards de FCFA, soit une hausse de 0,6% par rapport à celle de 2017.

Les APU ont dégagé une VAB de 389,5 milliards de FCFA en 2018, soit une diminution de 2,4% par rapport à celle de 2017. Les recettes fiscales ayant permis le fonctionnement des APU en 2017 se sont établies à 491,9⁶ milliards de FCFA en augmentation de 9,5% par rapport à celles de 2017. Le taux de pression fiscale, qui exprime le poids des prélèvements obligatoires de l'Etat et des collectivités locales dans le PIB, est de 12,8% en 2018 contre 12,3% en 2017.

Tableau 12 : Quelques indicateurs sur les APU

Instrument d'analyse (%)	2016	2017	2018
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	80,7	46,0	51,1
Taux d'épargne (brute) (EB/VAB)	12,1	38,9	53,8
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	15,0	84,5	105,3

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le compte des APU en 2018, enregistre une épargne brute de 209,5 milliards de FCFA, soit une augmentation de 35,0% de plus qu'en 2017. Cette épargne rapportée à la valeur ajoutée brute

⁶ TOFE TOGO, 2018

permet d'obtenir un taux d'épargne de 53,8% pour 2018, en augmentation de 14,9 points par rapport à 2017.

La FBCF des APU augmente de 8,4% en 2018, passant de 183,6 milliards en 2017 à 199,0 milliards. L'autofinancement des APU s'est amélioré de 20,8 points (105,3% en 2018 contre 84,5% en 2017). La hausse du taux d'autofinancement a eu un impact positif sur le solde du compte de capital. En effet le besoin de financement est passé de 3,4 milliards de FCFA en 2017 en une capacité de financement de 72,2 milliards de FCFA en 2018.

Capacité de financement des ISBLSM en baisse

Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) sont des entités juridiques ou sociales non marchandes et non contrôlées par le pouvoir public. Les ISBLSM sont créées dans le but de produire des biens ou des services et leur statut ne leur permet pas d'être une source de revenu, de profit ou une autre forme de gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent. Elles fournissent des biens et des services gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs. Les produits fournis par les ISBLSM sont soit destinés à la consommation individuelle (pour la plupart), soit des services collectifs.

Pour les ISBLSM, la valeur ajoutée brute (VAB) en 2018 est de 58,3 milliards de FCFA. Ce montant représente 2,3% de croissance par rapport à la VAB de 2017. Le revenu disponible brut des ISBLSM se chiffre à 44,8 milliards de FCFA en 2018. Les ISBLSM versent des transferts sociaux en nature pour 58,8 milliards de FCFA et bénéficient de transferts en capital pour 23,8 milliards de FCFA. Cela leur permet de dégager une capacité de financement de 8,4 milliards de FCFA contre 10,2 milliards de FCFA en 2017.

2.5. Compte du Reste du monde

L'analyse du solde du compte de capital du Reste du monde permet de constater qu'en 2018, l'économie togolaise dégage une capacité de financement de 77,4 milliards de FCFA, en baisse par rapport en 2017 où elle représentait 117,4 milliards de FCFA. Le solde des opérations courantes passe de 24,1 milliards en 2017 à 98,4 milliards de FCFA en 2018 soit une hausse de 308,8%. Le tableau suivant décrit la séquence complète des comptes du RDM avec l'évolution des soldes sus évoqués.

Tableau 13: Compte du Reste du monde de 2016 à 2018

		Unité = 1 million de F CFA		
		2016	2017	2018
	Ressources	1 428 817,0	1 220 480,0	1 297 951,0
OP7	Importations	1 428 817,0	1 220 480,0	1 297 951,0
	Emplois	961 748,0	938 429,0	949 931,0
OP6	Exportations	961 748,0	938 429,0	949 931,0
B11	Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	467 069,0	282 051,0	348 020,0
	Ressources	668 599,0	503 805,0	550 526,0
B11	Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	467 069,0	282 051,0	348 020,0
OD1	Rémunération des salariés	9 172,0	16 173,0	13 144,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0,0	0,0	0,0
D4	Revenus de la propriété	123 209,0	128 658,0	111 521,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0,0	0,0	0,0
OD6001	Contributions sociales	3 713,0	4 307,0	3 498,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	5,0	268,0	712,0
OD7	Autres transferts courants	65 431,0	72 348,0	73 631,0
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0,0	0,0	0,0
	Emplois	462 601,0	479 745,0	452 173,0
OD1	Rémunération des salariés	25 009,0	31 847,0	30 670,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	7 216,0	5 423,0	0,0
D4	Revenus de la propriété	158 837,0	133 085,0	109 414,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	550,0	550,0	362,0
OD6001	Contributions sociales	542,0	576,0	123,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	3 313,0	3 458,0	4 248,0
OD7	Autres transferts courants	267 134,0	304 806,0	307 356,0
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0,0	0,0	0,0
B.12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur	205 998,0	24 060,0	98 353,0
	Ressources	42 447,0	-117 372,0	-77 382,0
B.12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur	205 998,0	24 060,0	98 353,0
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	10 300,0	12 810,0	19 418,0
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-173 851,0	-154 242,0	-195 153,0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	42 447,0	-117 372,0	-77 382,0
	Emplois	0,0	0,0	0,0
B09	Capacité/Besoin de financement	42 447,0	-117 372,0	-77 382,0

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

En 2018, le déficit du solde des échanges extérieurs de biens et services a augmenté de 23,4% du fait de la hausse des importations de 6,3% suivie de celle des exportations de 1,2% par rapport à 2017.

Le solde des opérations courantes avec l'extérieur est de 98,4 milliards de FCFA en 2018 indiquant ainsi que le reste du monde a reçu plus de revenus primaires et de transferts courants qu'il en a versé au Togo. Ce solde est en nette augmentation par rapport à son niveau de 2017 qui était de 24,1 milliards de FCFA. Cela signifie que le RDM a disposé sur les deux années d'une épargne mobilisée à partir des échanges effectués avec le Togo. Les transferts en capital nets que le RDM a versé à l'économie nationale ont augmenté de 24,3% passant de 141,4 milliards de FCFA en 2017 à 175,7 milliards de FCFA en 2018.

Encadré 2 : Principes et problèmes du chaînage

Dans les comptes nationaux, on évalue la croissance d'un agrégat de grandeurs hétérogènes ((PIB, Consommation finale, par exemple) au moyen d'indices synthétiques. Les indices synthétiques les plus fréquemment utilisés dans les comptes nationaux sont les indices de type Laspeyres, de type Paasche ou de type Fisher.

En considérant Q_t^i (resp P_t^i) le volume (resp le prix) du produit i à la date t , on a :

$$\text{Indices de volume de Laspeyres } L_{Q\ t2/t1} = 100 * \frac{\sum_{i=1}^n Q_{t2}^i P_{t1}^i}{\sum_{i=1}^n Q_{t1}^i P_{t1}^i}$$

$$\text{Indice de volume de Paasche : } P_{P\ t2/t1} = 100 * \frac{\sum_{i=1}^n Q_{t2}^i P_{t2}^i}{\sum_{i=1}^n Q_{t1}^i P_{t2}^i}$$

$$\text{Indice de volume de Fisher : } F_{P\ t2/t1} = 100 * \sqrt{L_{Q\ t2/t1} * P_{P\ t2/t1}}$$

Les indices de type Laspeyres ont l'avantage d'être disponible dans la plupart des instituts nationaux de statistique (Ihpc, Ihipi, etc.) mais surestiment les évolutions. Ceux de type Paasche sont difficiles à obtenir parce qu'ils requièrent la mobilisation d'importantes ressources à chaque période de l'indice et sous-estiment les agrégats en volume. Les indices de Fisher sont les plus recommandés car proche de l'indice « idéal ».

Les indices peuvent être utilisés sous leur forme non chaînés ou chaînés. La particularité des indices non chaînés est qu'il préserve la propriété d'additivité. En effet, si la consommation en volume et ses composantes en volume (consommation en bien et en service, par exemple) sont calculées à partir des indices de Laspeyres non chaînés, alors la consommation des ménages est égale à la somme des composantes :

$$Vol(C) = \sum_{i=1}^j P_i^0 Q_i^t + \sum_{i=j+1}^n P_i^0 Q_i^t$$

Cependant, ils ne tiennent pas compte des changements de comportement des agents économiques lorsque les prix relatifs des biens ou des services varient fortement au fil du temps. En effet, l'agent peut changer de comportement de consommation entre 0 et t en procédant par exemple à des substitutions parce que les prix relatifs ont changé. Cette substitution n'est pas prise en compte dans le calcul des agrégats en volume avec des indices non chaînés étant donné que la période de référence est antérieure aux changements de structure. Les économistes appellent ce biais, le *biais de substitution* qui devient de plus en plus important lorsqu'on s'éloigne de l'année de base, d'où la nécessité de « rebaser » les comptes fréquemment (chaque cinq ans, par exemple).

Intérêt du chaînage

Le chaînage permet d'obtenir de meilleures estimations de la croissance dans la mesure où les poids utilisés pour évaluer la contribution à la croissance des biens et services sont plus pertinents. Intuitivement, cette méthode permet de résoudre le problème de taux de croissance entre deux dates éloignées, par l'utilisation d'une chaîne de pondérations.

Principe :

Notations

- $Crt(N)$: Le courant de l'année N , une grandeur représentant les quantités de l'année N au prix de l'année N
- $Vol(N)$: Le Volume de l'année N , une grandeur représentant les quantités de l'année N au prix de l'année $N-1$

- Volch(N) : Le volume chaîné de l'année N qui est une grandeur représentant les quantités de l'année N au prix d'une année de référence N0
- Ivol(N): Indice de volume de l'année N

Formules

$Volch(N) = Q(N) * P(N0)$, on a donc $Crt(N0) = Volch(N0)$; $Ivol(N) = Volch(N) / (Crt(N-1))$

Pour l'année $N0+1$, $Volch(N0+1) = Q(N0+1) * P(N0) = Q(N0+1) * P(N0) * Q(N0) / Q(N0)$

$$= [P(N0) * Q(N0)] * [Q(N0+1) / Q(N0)]$$

$$= Crt(N0) * Ivol(N0+1) = Volch(N0) * Ivol(N0+1)$$

Pour l'année $N0+2$, $Cst(N0+2) = Q(N0+2) * P(N0) = Q(N0+2) * P(N0) * Q(N0+1) / Q(N0+1)$

$$= [P(N0) * Q(N0+1)] * [Q(N0+2) / Q(N0+1)]$$

$$= Volch(N0+1) * Ivol(N0+2) = Volch(N0) * Ivol(N0+1) * Ivol(N0+2)$$

Par récurrence, on en déduit :

$$Volch(N0 + n) = Volch(N0) * \prod_{t=1}^n Ivol(N0 + t) \quad (1)$$

Problèmes du chaînage

Perte d'additivité

Si les indices chaînés permettent de résoudre le problème posé par le biais de substitution, ils font perdre aux agrégats en volume obtenus la propriété d'additivité. La somme des composantes d'un agrégat mesuré par les indices chaînés n'est pas égale à l'agrégat chaîné. Par exemple, le PIB en volume chaîné n'est pas égal à la somme des différentes composantes chaînées de la demande.

Illustration :

Si on se limite à deux périodes, le volume chaîné de l'agrégat A comprenant n sous composantes est présenté ci-après :

$$\begin{aligned} Volch(A)_{t0+2/t0} &= Volch(A)_{t0/t0} * Ivol(A)_{t0+1} * Ivol(A)_{t0+2} \\ &= \sum_{i=1}^n P_{t0}^i Q_{t0}^i * \frac{\sum_{i=1}^n P_{t0}^i Q_{t0+1}^i}{\sum_{i=1}^n P_{t0}^i Q_{t0}^i} * \frac{\sum_{i=1}^n P_{t0+1}^i Q_{t0+2}^i}{\sum_{i=1}^n P_{t0+1}^i Q_{t0+1}^i} = \frac{\sum_{i=1}^n P_{t0}^i Q_{t0+1}^i}{\sum_{i=1}^n P_{t0+1}^i Q_{t0+1}^i} * \sum_{i=1}^n P_{t0+1}^i Q_{t0+2}^i \end{aligned}$$

En supposant que l'agrégat A est subdivisé en deux sous agrégats A1 et A2 avec respectivement j et n-j sous composantes. On a :

$$Volch(A1)_{t0+2/t0} + Volch(A2)_{t0+2/t0} = \frac{\sum_{i=1}^j P_{t0}^i Q_{t0+1}^i}{\sum_{i=1}^j P_{t0+1}^i Q_{t0+1}^i} * \sum_{i=1}^j P_{t0+1}^i Q_{t0+2}^i + \frac{\sum_{i=j+1}^n P_{t0}^i Q_{t0+1}^i}{\sum_{i=j+1}^n P_{t0+1}^i Q_{t0+1}^i} * \sum_{i=j+1}^n P_{t0+1}^i Q_{t0+2}^i$$

On voit clairement que l'égalité $Volch(A)_{t0+2/t0} = Volch(A1)_{t0+2/t0} + Volch(A2)_{t0+2/t0}$ n'est vérifiée que si les produits i sont homogènes (volumes exprimés dans la même unité) et ont le même prix unitaire. L'additivité est aussi vérifiée aux dates qui suivent et précèdent immédiatement la date de référence, et ce même si les biens sont hétérogènes.

Implications chez les utilisateurs

En raison de la non-additivité des agrégats chaînés, les calculs sont effectués à chaque niveau d'agrégation. Chaque composante et chaque agrégat (de la nomenclature de publication des comptes dans notre cas) sont chaînés individuellement (SCN 2008 § 15.38.). Ainsi, les écarts entre les agrégats et leurs sous-composantes sont maintenus.

La perte d'additivité des agrégats constitue une difficulté pour les utilisateurs qui souhaitent des données additives pour les modélisations. Une pratique serait, pour permettre l'additivité, d'attribuer la différence à certaines composantes. Cette pratique introduit des erreurs et desservent les utilisateurs avec comme conséquence : les volumes en chaîne en unités monétaires et les taux de croissance résultant de ces

ajustements sont incorrects car ne représentent ni des prix constants ni des volumes chaînés et n'ont pas d'interprétation économique.

Le Togo utilise les indices chaînés pour déterminer les agrégats en volume dans les comptes nationaux. Le chaînage est opéré à chaque niveau du TRE. Contrairement à ce qui se faisait, aucun équilibrage n'est effectué sur les agrégats en volume et leurs sous-composantes. Le maintien des écarts conserve les indices de prix. La réécriture des modèles macroéconomiques est nécessaire pour tenir compte du chaînage, de manière à éviter des erreurs de spécification qui perturberaient les estimations.

BIBLIOGRAPHIE

BCEAO (2018), *Balance de paiement et position extérieure globale du Togo*

Luc Eyraud (2007), *Guide pratique des comptes chaînés*, Document de travail de la DGTPE, Numéro 2007/04 - Juillet

Système de comptabilité national de 2008 (SCN 2008)

Emmanuel NGOK (2013), *Prix/ Volume en comptabilité nationale : Chaînage*, séminaire régional de la comptabilité nationale, Cotonou

ANNEXES

Annexe 1: Ventilation de la valeur ajoutée par branche d'activités à prix courants

Unité = 1 million de FCFA

Branches	2016	2017	2018
Agriculture	556 823	567 871	595 371
Elevage et chasse	94 919	101 282	94 484
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	50 503	54 756	50 519
Pêche et aquaculture	31 171	29 575	26 811
Activités extractives	47 307	36 864	42 913
Fabrication de produits alimentaires	141 984	146 663	157 978
Fabrication de boissons	66 832	66 889	67 711
Fabrication de produits à base de tabac	106	108	109
Fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures	28 789	32 470	33 937
Fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements	50 735	51 415	53 403
Raffinage pétrolier, cokéfaction et fabrication de produits chimiques	54 629	58 126	57 672
Fabrication de produits pharmaceutiques	5 830	5 683	4 803
Travail du caoutchouc et du plastique	12 369	12 242	14 113
Fabrication de matériaux de construction	58 551	48 264	45 441
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux	12 570	7 514	8 905
Fabrication de machines et d'équipements divers	3 602	6 946	8 696
Autres industries manufacturières	36 581	31 945	36 207
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	9 743	14 254	28 455
Production et distribution d'électricité et de gaz	54 687	59 034	72 519
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	75 557	75 599	81 410
Construction	93 864	102 660	106 804
Commerce	251 489	237 611	251 846
Transports et entreposage	232 501	254 034	299 650
Hébergement, restauration et débits de boissons	42 646	64 519	80 936
Information et communication	162 893	177 664	187 077
Activités financières et d'assurance	104 495	110 887	116 164
Activités immobilières	241 492	243 190	244 620
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	112 526	96 209	100 820
Activités de services de soutien et de bureau	77 933	76 256	73 080
Activités d'administration publique	229 392	240 080	242 832
Education	189 963	198 634	191 427
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	63 607	67 553	69 024
Activités artistiques, sportives et récréatives	28 274	31 211	35 683
Autres activités de services n.c.a.	65 264	69 690	71 735
Activités spéciales des ménages	6 683	7 181	8 058
Total Branche	3 296 310	3 384 879	3 561 213
Impôts et Taxes nets de subventions	301 498	324 022	343 140
Impôts et Taxes nets de subventions (sans TVA)	118 718	124 855	144 209
TVA non déductible	182 780	199 167	198 931
Produit Intérieur Brut	3 597 808	3 708 901	3 904 353

Annexe 2: Valeur ajoutée brute par branche d'activités de 2016 à 2018 en volume

Unité = 1 million de FCFA

Branches	2016	2017	2018
Agriculture	556 823	599 627	631 969
Elevage et chasse	94 919	100 132	106 673
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	50 503	53 248	52 860
Pêche et aquaculture	31 171	30 331	28 052
Activités extractives	47 307	44 313	54 861
Fabrication de produits alimentaires	141 984	148 124	155 317
Fabrication de boissons	66 832	69 261	69 901
Fabrication de produits à base de tabac	106	108	110
Fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures	28 789	32 410	33 893
Fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements	50 735	48 557	49 966
Raffinage pétrolier, cokéfaction et fabrication de produits chimiques	54 629	57 968	56 624
Fabrication de produits pharmaceutiques	5 830	5 629	4 646
Travail du caoutchouc et du plastique	12 369	9 154	11 286
Fabrication de matériaux de construction	58 551	50 817	49 204
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux	12 570	7 429	9 011
Fabrication de machines et d'équipements divers	3 602	6 697	8 549
Autres industries manufacturières	36 581	30 322	32 743
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	9 743	13 823	27 959
Production et distribution d'électricité et de gaz	54 687	60 517	73 512
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	75 557	75 728	83 331
Construction	93 864	102 443	105 643
Commerce	251 489	242 450	247 856
Transports et entreposage	232 501	260 079	305 054
Hébergement, restauration et débits de boissons	42 646	54 318	47 081
Information et communication	162 893	181 064	206 716
Activités financières et d'assurance	104 495	113 178	119 406
Activités immobilières	241 492	245 696	245 406
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	112 526	96 305	100 868
Activités de services de soutien et de bureau	77 933	78 338	74 535
Activités d'administration publique	229 392	240 517	240 863
Education	189 963	198 614	189 212
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	63 607	64 373	64 620
Activités artistiques, sportives et récréatives	28 274	31 197	35 658
Autres activités de services n.c.a.	65 264	69 650	71 378
Activités spéciales des ménages	6 683	6 846	7 120
Total Branche	3 296 310	3 429 263	3 601 883
Impôts et Taxes nets de subventions	301 498	312 742	324 828
Impôts et Taxes nets de subventions (sans TVA)	118 718	118 817	130 650
TVA non déductible	182 780	193 925	194 178
Produit Intérieur Brut	3 597 808	3 742 005	3 921 441

Annexe 3: Matrice emploi

• Emploi 2018

Branches d'activités	Salariés		Entrepreneurs individuels		Aides familiaux	Total de la branche
	Salariés déclarés	Salariés non déclarés	Patrons	Pour compte propre		
Agriculture	2 443	6 962	2 342	982 581	177 980	1 172 308
Elevage et chasse	786	1 506	863	4 867	3 225	11 247
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	213	1 450	78	512	365	2 618
Pêche et aquaculture	53	112	70	5 749	106	6 090
Activités extractives	10 284	1 875	768	2 299	2 479	17 705
Fabrication de produits alimentaires	5 408	12 115	4 061	90 778	10 016	122 378
Fabrication de boissons	2 058	581	278	6 642	0	9 559
Fabrication de produits à base de tabac	0	3	1	4	0	8
Fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures	2 123	14 898	4 081	127 490	4 519	153 111
Fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements	8 099	3 355	1 642	15 413	842	29 351
Raffinage pétrolier, cokéfaction et fabrication de produits chimiques	3 867	2 711	438	11 805	860	19 681
Fabrication de produits pharmaceutiques	212	955	83	4 074	1 599	6 923
Travail du caoutchouc et du plastique	5 382	409	60	3 397	0	9 248
Fabrication de matériaux de construction	1 234	795	319	1 498	0	3 846
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux	999	10 029	5 050	16 052	614	32 744
Fabrication de machines et d'équipements divers	136	2 792	738	5 252	824	9 742
Autres industries manufacturières	7 196	1 373	974	11 881	0	21 424
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	2 680	3 329	527	8 817	1 387	16 740
Production et distribution d'électricité et de gaz	1 573	28	7	110	0	1 718
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	1 498	374	136	1 811	1	3 820
Construction	14 243	15 206	7 818	210	0	37 477
Commerce	24 116	205 627	26 167	333 427	17 969	607 306
Transports et entreposage	13 273	21 895	5 600	35 909	95	76 772
Hébergement, restauration et débits de boissons	4 118	26 876	10 905	251 016	20 583	313 498
Information et communication	4 432	721	290	2 978	37	8 458
Activités financières et d'assurance	10 439	260	64	0	4	10 767
Activités immobilières	693	358	45	142	3	1 241
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	23 784	744	282	2 641	20	27 471
Activités de services de soutien et de bureau	11 134	4 252	435	2 480	175	18 476
Activités d'administration publique	47 421	0	0	0	0	47 421
Education	95 498	40 637	448	976	12	137 571
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	34 376	9 779	551	5 255	85	50 046
Activités artistiques, sportives et récréatives	5 440	1 591	548	3 147	810	11 536
Autres activités de services n.c.a.	12 378	27 180	12 541	70 405	1 889	124 393
Activités spéciales des ménages	0	0	0	48 833	0	48 833
Total Economie par type d'emplois	357 589	420 778	88 210	2 058 451	246 499	3 171 527

• *Emploi 2017*

Branches d'activités	Salariés		Entrepreneurs individuels		Aides familiaux	Total de la branche
	Salariés déclarés	Salariés non déclarés	Patrons	Pour compte propre		
Agriculture	3 943	6 394	2 157	924 130	168 243	1 104 867
Elevage et chasse	658	1 730	890	5 256	3 483	12 017
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	168	1 530	82	538	358	2 676
Pêche et aquaculture	38	125	77	6 333	117	6 690
Activités extractives	4 452	1 836	752	2 251	1 560	10 851
Fabrication de produits alimentaires	4 409	11 223	3 866	87 105	9 572	116 175
Fabrication de boissons	3 423	600	285	6 694	7	11 009
Fabrication de produits à base de tabac	0	3	1	4	0	8
Fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures	401	13 714	3 754	116 954	4 143	138 966
Fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements	6 301	3 291	1 647	15 064	822	27 125
Raffinage pétrolier, cokéfaction et fabrication de produits chimiques	2 893	2 715	425	11 431	831	18 295
Fabrication de produits pharmaceutiques	137	925	80	3 946	1 549	6 637
Travail du caoutchouc et du plastique	4 654	439	59	3 333	0	8 485
Fabrication de matériaux de construction	1 208	781	307	1 444	0	3 740
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux	855	9 703	4 886	15 530	594	31 568
Fabrication de machines et d'équipements divers	250	2 973	720	5 122	804	9 869
Autres industries manufacturières	6 757	1 438	950	10 821	8	19 974
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	4 010	3 222	700	8 534	1 342	17 808
Production et distribution d'électricité et de gaz	1 716	27	7	107	0	1 857
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	1 066	380	135	1 795	1	3 377
Construction	10 614	15 766	7 684	447	4	34 515
Commerce	26 010	200 997	20 439	270 752	14 438	532 636
Transports et entreposage	11 134	22 312	5 579	35 221	97	74 343
Hébergement, restauration et débits de boissons	2 224	21 400	8 303	188 668	15 474	236 069
Information et communication	7 287	1 423	317	2 974	38	12 039
Activités financières et d'assurance	8 642	254	63	6	4	8 969
Activités immobilières	7 390	929	51	172	3	8 545
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	38 811	915	743	4 759	42	45 270
Activités de services de soutien et de bureau	7 206	11 809	568	2 500	172	22 255
Activités d'administration publique	44 228	0	0	0	0	44 228
Education	67 056	24 808	1 363	1 183	28	94 438
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	18 186	36 732	1 018	4 967	92	60 995
Activités artistiques, sportives et récréatives	1 228	1 597	525	2 993	765	7 108
Autres activités de services n.c.a.	10 007	29 171	12 446	68 670	1 857	122 151
Activités spéciales des ménages	0	0	0	43 518	0	43 518
Total Economie par type d'emplois	307 362	431 162	80 879	1 853 222	226 448	2 899 073

- *Emploi 2016*

Branches d'activités	Salariés		Entrepreneurs individuels		Aides familiaux	Total de la branche
	Salariés déclarés	Salariés non déclarés	Patrons	Pour compte propre		
Agriculture	3 272	6 856	2 278	926 728	166 535	1 105 669
Elevage et chasse	22	1 634	855	4 942	3 274	10 727
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	182	1 448	78	510	342	2 560
Pêche et aquaculture	20	123	77	6 329	117	6 666
Activités extractives	4 945	1 991	815	2 441	1 649	11 841
Fabrication de produits alimentaires	4 293	11 148	3 876	86 155	9 404	114 876
Fabrication de boissons	4 063	582	287	6 733	13	11 678
Fabrication de produits à base de tabac	-	3	1	4	-	8
Fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures	1 157	13 242	4 095	113 152	4 019	135 665
Fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements	5 984	3 031	1 533	13 980	763	25 291
Raffinage pétrolier, cokéfaction et fabrication de produits chimiques	2 632	2 607	413	11 126	809	17 587
Fabrication de produits pharmaceutiques	275	988	79	3 893	1 528	6 763
Travail du caoutchouc et du plastique	7 850	392	59	3 262	-	11 563
Fabrication de matériaux de construction	1 328	758	309	1 424	-	3 819
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux	2 382	3 938	2 083	6 335	248	14 986
Fabrication de machines et d'équipements divers	708	2 655	702	4 997	784	9 846
Autres industries manufacturières	5 222	1 212	928	10 439	9	17 810
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	3 688	3 178	693	8 438	1 326	17 323
Production et distribution d'électricité et de gaz	1 824	26	7	103	-	1 960
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	1 201	363	141	1 787	1	3 493
Construction	18 190	14 891	7 430	858	9	41 378
Commerce	39 506	198 020	21 089	261 364	14 502	534 481
Transports et entreposage	11 186	21 667	5 427	34 403	94	72 777
Hébergement, restauration et débits de boissons	7 345	26 827	8 758	183 374	15 064	241 368
Information et communication	6 511	1 410	370	3 009	48	11 348
Activités financières et d'assurance	10 668	248	62	97	5	11 080
Activités immobilières	9 219	903	51	176	3	10 352
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	40 825	763	728	4 530	47	46 893
Activités de services de soutien et de bureau	11 860	11 820	601	2 647	181	27 109
Activités d'administration publique	45 341	-	-	-	-	45 341
Éducation	39 870	25 205	1 377	1 097	27	67 576
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	14 436	43 829	976	4 727	91	64 059
Activités artistiques, sportives et récréatives	2 667	2 056	415	2 254	530	7 922
Autres activités de services n.c.a.	5 280	33 414	11 544	63 122	1 709	115 069
Activités spéciales des ménages	-	-	-	40 500	-	40 500
Total Economie par type d'emplois	313 952	437 228	78 137	1 814 936	223 131	2 867 384

Annexe 4. 2: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2018 en volume

TABLEAU DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TRE) 2018 en volume		ANNÉE 2018 AUX PRIX CONSTANTES DE 2016		Chiffre moyen à quatre																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																				
TABLEAU DES RESSOURCES		TABLEAU DES EMPLOIS		TOTAL		Produits par secteur																												TOTAL		TOTAL																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																				
Code de produit	Description	2018	2017	2018	2017	Produits par secteur																												TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
						001	002	003	004	005	006	007	008	009	010	011	012	013	014	015	016	017	018	019	020	021	022	023	024	025	026	027	028					029	030	031	032	033	034	035	036	037	038	039	040	041	042	043	044	045	046	047	048	049	050	051	052	053	054	055	056	057	058	059	060	061	062	063	064	065	066	067	068	069	070	071	072	073	074	075	076	077	078	079	080	081	082	083	084	085	086	087	088	089	090	091	092	093	094	095	096	097	098	099	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000	1001	1002	1003	1004	1005	1006	1007	1008	1009	1010	1011	1012	1013	1014	1015	1016	1017	1018	1019	1020	1021	1022	1023	1024	1025	1026	1027	1028	1029	1030	1031	1032	1033	1034	1035	1036	1037	1038	1039	1040	1041	1042	1043	1044	1045	1046	1047	1048	1049	1050	1051	1052	1053	1054	1055	1056	1057	1058	1059	1060	1061	1062	1063	1064	1065	1066	1067	1068	1069	1070	1071	1072	1073	1074	1075	1076	1077	1078	1079	1080	1081	1082	1083	1084	1085	1086	1087	1088	1089	1090	1091	1092	1093	1094	1095	1096	1097	1098	1099	1100	1101	1102	1103	1104	1105	1106	1107	1108	1109	1110	1111	1112	1113	1114	1115	1116	1117	1118	1119	1120	1121	1122	1123	1124	1125	1126	1127	1128	1129	1130	1131	1132	1133	1134	1135	1136	1137	1138	1139	1140	1141	1142	1143	1144	1145	1146	1147	1148	1149	1150	1151	1152	1153	1154	1155	1156	1157	1158	1159	1160	1161	1162	1163	1164	1165	1166	1167	1168	1169	1170	1171	1172	1173	1174	1175	1176	1177	1178	1179	1180	1181	1182	1183	1184	1185	1186	1187	1188	1189	1190	1191	1192	1193	1194	1195	1196	1197	1198	1199	1200	1201	1202	1203	1204	1205	1206	1207	1208	1209	1210	1211	1212	1213	1214	1215	1216	1217	1218	1219	1220	1221	1222	1223	1224	1225	1226	1227	1228	1229	1230	1231	1232	1233	1234	1235	1236	1237	1238	1239	1240	1241	1242	1243	1244	1245	1246	1247	1248	1249	1250	1251	1252	1253	1254	1255	1256	1257	1258	1259	1260	1261	1262	1263	1264	1265	1266	1267	1268	1269	1270	1271	1272	1273	1274	1275	1276	1277	1278	1279	1280	1281	1282	1283	1284	1285	1286	1287	1288	1289	1290	1291	1292	1293	1294	1295	1296	1297	1298	1299	1300	1301	1302	1303	1304	1305	1306	1307	1308	1309	1310	1311	1312	1313	1314	1315	1316	1317	1318	1319	1320	1321	1322	1323	1324	1325	1326	1327	1328	1329	1330	1331	1332	1333	1334	1335	1336	1337	1338	1339	1340	1341	1342	1343	1344	1345	1346	1347	1348	1349	1350	1351	1352	1353	1354	1355	1356	1357	1358	1359	1360	1361	1362	1363	1364	1365	1366	1367	1368	1369	1370	1371	1372	1373	1374	1375	1376	1377	1378	1379	1380	1381	1382	1383	1384	1385	1386	1387	1388	1389	1390	1391	1392	1393	1394	1395	1396	1397	1398	1399	1400	1401	1402	1403	1404	1405	1406	1407	1408	1409	1410	1411	1412	1413	1414	1415	1416	1417	1418	1419	1420	1421	1422	1423

Annexe 5: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) de 2016 à 2018

Annexe 5.1 : Comptes du reste du monde de 2016 à 2018

		Unité = 1 million de F CFA		
		2016	2017	2018
	Ressources	1 428 817,0	1 220 480,0	1 297 951,0
OP7	Importations	1 428 817,0	1 220 480,0	1 297 951,0
	Emplois	961 748,0	938 429,0	949 931,0
OP6	Exportations	961 748,0	938 429,0	949 931,0
B11	Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	467 069,0	282 051,0	348 020,0
	Ressources	668 599,0	503 805,0	550 526,0
B11	Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	467 069,0	282 051,0	348 020,0
OD1	Rémunération des salariés	9 172,0	16 173,0	13 144,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0,0	0,0	0,0
D4	Revenus de la propriété	123 209,0	128 658,0	111 521,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0,0	0,0	0,0
OD6001	Contributions sociales	3 713,0	4 307,0	3 498,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	5,0	268,0	712,0
OD7	Autres transferts courants	65 431,0	72 348,0	73 631,0
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0,0	0,0	0,0
	Emplois	462 601,0	479 745,0	452 173,0
OD1	Rémunération des salariés	25 009,0	31 847,0	30 670,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	7 216,0	5 423,0	0,0
D4	Revenus de la propriété	158 837,0	133 085,0	109 414,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	550,0	550,0	362,0
OD6001	Contributions sociales	542,0	576,0	123,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	3 313,0	3 458,0	4 248,0
OD7	Autres transferts courants	267 134,0	304 806,0	307 356,0
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0,0	0,0	0,0
B.12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur	205 998,0	24 060,0	98 353,0
	Ressources	42 447,0	-117 372,0	-77 382,0
B.12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur	205 998,0	24 060,0	98 353,0
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	10 300,0	12 810,0	19 418,0
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-173 851,0	-154 242,0	-195 153,0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	42 447,0	-117 372,0	-77 382,0
	Emplois	0,0	0,0	0,0
B09	Capacité/Besoin de financement	42 447,0	-117 372,0	-77 382,0

Annexe 5.2 : Comptes des Administrations publiques et de Sécurité sociale de 2016 à 2018

		Unité = 1 million de F CFA		
		2 016	2 017	2 018
	Ressources	566 410	528 797	532 095
OP1	Production	566 410	528 797	532 095
	Emplois	183 569	129 485	142 550
OP2	Consommation intermédiaire	183 569	129 485	142 550
B01	Valeur ajoutée brute	382 841	399 312	389 545
	Ressources	382 841	399 312	389 545
B01	Valeur ajoutée brute	382 841	399 312	389 545
	Emplois	256 106	246 742	259 541
OD1	Rémunération des salariés	256 075	246 665	259 388
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	31	77	153

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017	2 018
D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0
D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	31	77	153
B0A	Revenu d'exploitation	126 735	152 570	130 004
	Ressources	519 616	552 036	601 389
B0A	Revenu d'exploitation	126 735	152 570	130 004
OD1	Rémunération des salariés	0	0	0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	353 664	347 070	360 046
D4	Revenus de la propriété	39 217	52 396	111 339
	Emplois	57 628	47 411	71 361
D4	Revenus de la propriété	57 628	47 411	71 361
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	461 988	504 625	530 028
	Ressources	816 807	818 220	890 959
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	461 988	504 625	530 028
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	92 787	103 405	123 569
OD6001	Contributions sociales	89 237	94 838	100 163
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0
OD7	Autres transferts courants	172 795	115 352	137 199
	Emplois	213 430	144 596	165 943
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	1	3	6
OD6001	Contributions sociales	0	0	0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	57 961	62 386	67 937
OD7	Autres transferts courants	155 468	82 207	98 000
B06	Revenu disponible brut	603 377	673 624	725 016
	Ressources	603 377	673 624	725 016
B06	Revenu disponible brut	603 377	673 624	725 016
OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0
	Emplois	163 481	171 272	152 104
OD6003	Transferts sociaux en nature	163 481	171 272	152 104
B07	Revenu disponible ajusté	439 896	502 352	572 912
	Ressources	603 377	673 624	725 016
B06	Revenu disponible brut	603 377	673 624	725 016
	Emplois	556 968	518 460	515 483
OP3	Dépense de consommation finale	556 968	518 460	515 483
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0
B08	Épargne brute	46 409	155 164	209 533
	Ressources	104 470	187 974	274 157
B08	Épargne brute	46 409	155 164	209 533
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	68 779	41 407	72 712
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-10 718	-8 597	-8 088
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	104 470	187 974	274 157
	Emplois	311 356	191 357	201 912
P51	Formation Brute de capitale Fixe	308 849	183 637	199 042
P52	Variation de stocks	1 036	1 201	2 154
AN2	Actifs non produits	1 471	6 519	716
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0
B09	Capacité/Besoin de financement	-206 886	-3 383	72 245

Annexe 5.3 : Comptes des Ménages et des Entrepreneurs Individuels (EI) de 2016 à 2018

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017	2 018
	Ressources	3 570 899	3 641 574	3 692 022
OP1	Production	3 570 899	3 641 574	3 692 022
	Emplois	1 661 356	1 642 838	1 603 016
OP2	Consommation intermédiaire	1 661 356	1 642 838	1 603 016
B01	Valeur ajoutée brute	1 909 543	1 998 736	2 089 006
	Ressources	1 909 543	1 998 736	2 089 006
B01	Valeur ajoutée brute	1 909 543	1 998 736	2 089 006
	Emplois	234 912	253 601	271 633
OD1	Rémunération des salariés	229 583	245 730	265 327
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	5 329	7 871	6 306
D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0
D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	5 329	7 871	6 306
B0A	Revenu d'exploitation	1 674 631	1 745 135	1 817 373
	Ressources	3 151 670	3 273 612	3 334 214
B0A	Revenu d'exploitation	1 674 631	1 745 135	1 817 373
OD1	Rémunération des salariés	926 031	927 975	974 995
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0
D4	Revenus de la propriété	551 008	600 502	541 846
	Emplois	47 377	39 030	47 065
D4	Revenus de la propriété	47 377	39 030	47 065
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	3 104 293	3 234 582	3 287 149
	Ressources	3 560 338	3 656 368	3 734 634
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	3 104 293	3 234 582	3 287 149
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0
OD6001	Contributions sociales	1 860	1 744	1 526
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	72 751	77 631	79 987
OD7	Autres transferts courants	381 434	342 411	365 972
	Emplois	348 733	322 124	340 096
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	33 795	46 580	54 585
OD6001	Contributions sociales	103 890	110 624	112 052
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	1 860	1 744	1 511
OD7	Autres transferts courants	209 188	163 176	171 948
B06	Revenu disponible brut	3 211 605	3 334 244	3 394 538
	Ressources	3 436 025	3 563 265	3 605 439
B06	Revenu disponible brut	3 211 605	3 334 244	3 394 538
OD6003	Transferts sociaux en nature	224 420	229 021	210 901
	Emplois	0	0	0
OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0
B07	Revenu disponible ajusté	3 436 025	3 563 265	3 605 439
	Ressources	3 211 605	3 334 244	3 394 538
B06	Revenu disponible brut	3 211 605	3 334 244	3 394 538
	Emplois	2 726 733	2 790 310	2 930 989
OP3	Dépense de consommation finale	2 726 733	2 790 310	2 930 989
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0
B08	Épargne brute	484 872	543 934	463 549
	Ressources	555 214	618 035	545 480
B08	Épargne brute	484 872	543 934	463 549

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017	2 018
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	70 438	74 101	81 931
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-96	0	0
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	555 214	618 035	545 480
	Emplois	220 582	172 747	178 940
P51	Formation Brute de capitale Fixe	214 063	115 290	84 254
P52	Variation de stocks	24 542	78 217	125 526
AN2	Actifs non produits	-18 023	-20 760	-30 840
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0
B09	Capacité/Besoin de financement	334 632	445 288	366 540

Annexe 5.4 : Comptes des Institutions Financières (IF) de 2016 à 2018

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017	2 018
	Ressources	158 542	174 734	188 392
OP1	Production	158 542	174 734	188 392
	Emplois	54 702	64 706	73 068
OP2	Consommation intermédiaire	54 702	64 706	73 068
B01	Valeur ajoutée brute	103 840	110 028	115 324
	Ressources	103 840	110 028	115 324
B01	Valeur ajoutée brute	103 840	110 028	115 324
	Emplois	64 989	70 269	72 558
OD1	Rémunération des salariés	59 207	63 964	66 644
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	5 782	6 305	5 914
D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0
D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	5 782	6 305	5 914
B0A	Revenu d'exploitation	38 851	39 759	42 766
	Ressources	261 116	239 403	264 756
B0A	Revenu d'exploitation	38 851	39 759	42 766
OD1	Rémunération des salariés	0	0	0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0
D4	Revenus de la propriété	222 265	199 644	221 990
	Emplois	144 828	187 632	123 843
D4	Revenus de la propriété	144 828	187 632	123 843
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	116 288	51 771	140 913
	Ressources	159 198	95 118	177 448
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	116 288	51 771	140 913
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0
OD6001	Contributions sociales	1 345	1 503	1 081
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0
OD7	Autres transferts courants	41 565	41 844	35 454
	Emplois	53 755	55 560	50 396
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	5 560	8 618	8 692
OD6001	Contributions sociales	0	0	0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	1 345	1 503	1 081
OD7	Autres transferts courants	46 850	45 439	40 623
B06	Revenu disponible brut	105 443	39 558	127 052
	Ressources	105 443	39 558	127 052
B06	Revenu disponible brut	105 443	39 558	127 052

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017	2 018
OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0
	Emplois	0	0	0
OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0
B07	Revenu disponible ajusté	105 443	39 558	127 052
	Ressources	105 443	39 558	127 052
B06	Revenu disponible brut	105 443	39 558	127 052
	Emplois	0	0	0
OP3	Dépense de consommation finale	0	0	0
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0
B08	Épargne brute	105 443	39 558	127 052
	Ressources	118 456	52 640	139 595
B08	Épargne brute	105 443	39 558	127 052
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	16 103	16 925	18 368
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-3 090	-3 843	-5 825
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	118 456	52 640	139 595
	Emplois	78 832	27 596	22 037
P51	Formation Brute de capitale Fixe	69 163	19 151	9 490
P52	Variation de stocks	1	-5	28
AN2	Actifs non produits	9 668	8 450	12 519
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0
B09	Capacité/Besoin de financement	39 624	25 044	117 558

Annexe 5. 5 : Comptes des Sociétés Non Financières de 2016 à 2018

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017	2 018
	Ressources	2 353 902	2 311 768	2 409 696
OP1	Production	2 353 902	2 311 768	2 409 696
	Emplois	1 507 032	1 491 984	1 500 678
OP2	Consommation intermédiaire	1 507 032	1 491 984	1 500 678
B01	Valeur ajoutée brute	846 870	819 784	909 018
	Ressources	846 870	819 784	909 018
B01	Valeur ajoutée brute	846 870	819 784	909 018
	Emplois	362 285	321 780	331 836
OD1	Rémunération des salariés	328 521	317 775	327 304
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	33 764	4 005	4 532
D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0
D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	33 764	4 005	4 532
B0A	Revenu d'exploitation	484 585	498 004	577 182
	Ressources	516 556	527 688	611 948
B0A	Revenu d'exploitation	484 585	498 004	577 182
OD1	Rémunération des salariés	0	0	0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0
D4	Revenus de la propriété	31 971	29 684	34 766
	Emplois	564 863	606 243	669 804
D4	Revenus de la propriété	564 863	606 243	669 804
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	-48 307	-78 555	-57 856
	Ressources	58 460	10 540	65 812

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017	2 018
B05	<i>Solde des revenus primaires / Revenu national</i>	-48 307	-78 555	-57 856
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0
OD6001	Contributions sociales	7 535	8 072	5 907
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0
OD7	Autres transferts courants	99 232	81 023	117 761
	Emplois	166 546	138 698	203 240
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	52 881	47 654	59 919
OD6001	Contributions sociales	0	0	0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	7 535	8 072	5 907
OD7	Autres transferts courants	106 130	82 972	137 414
B06	Revenu disponible brut	-108 086	-128 158	-137 428
	Ressources	-108 086	-128 158	-137 428
B06	<i>Revenu disponible brut</i>	-108 086	-128 158	-137 428
OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0
	Emplois	0	0	0
OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0
B07	Revenu disponible ajusté	-108 086	-128 158	-137 428
	Ressources	-108 086	-128 158	-137 428
B06	<i>Revenu disponible brut</i>	-108 086	-128 158	-137 428
	Emplois	0	0	0
OP3	Dépense de consommation finale	0	0	0
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0
B08	Épargne brute	-108 086	-128 158	-137 428
	Ressources	-106 777	-128 609	-144 544
B08	<i>Épargne brute</i>	-108 086	-128 158	-137 428
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	7 489	7 235	4 535
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-6 180	-7 686	-11 651
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	-106 777	-128 609	-144 544
	Emplois	102 514	231 159	342 805
P51	Formation Brute de capitale Fixe	199 985	309 759	401 362
P52	Variation de stocks	-104 355	-84 336	-76 157
AN2	Actifs non produits	6 884	5 736	17 600
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0
B09	Capacité/Besoin de financement	-209 291	-359 768	-487 349

Annexe 5.6 : Comptes des Institutions Sans But Lucratif au service des ménages (ISBL-SM) de 2016 à 2018

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017	2 018
	Ressources	72 187	75 000	75 352
OP1	Production	72 187	75 000	75 352
	Emplois	18 971	17 981	17 032
OP2	Consommation intermédiaire	18 971	17 981	17 032
B01	Valeur ajoutée brute	53 216	57 019	58 320
	Ressources	53 216	57 019	58 320
B01	<i>Valeur ajoutée brute</i>	53 216	57 019	58 320
	Emplois	36 852	37 534	38 807
OD1	Rémunération des salariés	36 808	38 167	38 806

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017	2 018
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	44	-633	1
D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0
D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	44	-633	1
B0A	Revenu d'exploitation	16 364	19 485	19 513
	Ressources	22 227	22 002	19 539
B0A	Revenu d'exploitation	16 364	19 485	19 513
OD1	Rémunération des salariés	0	0	0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0
D4	Revenus de la propriété	5 863	2 517	26
	Emplois	0	0	1
D4	Revenus de la propriété	0	0	1
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	22 227	22 002	19 538
	Ressources	50 923	52 930	48 162
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	22 227	22 002	19 538
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0
OD6001	Contributions sociales	742	736	0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0
OD7	Autres transferts courants	27 954	30 192	28 624
	Emplois	4 383	5 306	3 320
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	5
OD6001	Contributions sociales	0	0	0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	742	736	15
OD7	Autres transferts courants	3 641	4 570	3 300
B06	Revenu disponible brut	46 540	47 624	44 842
	Ressources	46 540	47 624	44 842
B06	Revenu disponible brut	46 540	47 624	44 842
OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0
	Emplois	60 939	57 749	58 797
OD6003	Transferts sociaux en nature	60 939	57 749	58 797
B07	Revenu disponible ajusté	-14 399	-10 125	-13 955
	Ressources	46 540	47 624	44 842
B06	Revenu disponible brut	46 540	47 624	44 842
	Emplois	55 957	57 749	58 764
OP3	Dépense de consommation finale	55 957	57 749	58 764
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0
B08	Épargne brute	-9 417	-10 125	-13 922
	Ressources	11 409	11 765	9 831
B08	Épargne brute	-9 417	-10 125	-13 922
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	20 826	21 890	23 753
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	0	0	0
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	11 409	11 765	9 831
	Emplois	11 935	1 574	1 443
P51	Formation Brute de capitale Fixe	11 935	1 519	1 439
P52	Variation de stocks	0	0	-1
AN2	Actifs non produits	0	55	5
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0
B09	Capacité/Besoin de financement	-526	10 191	8 388